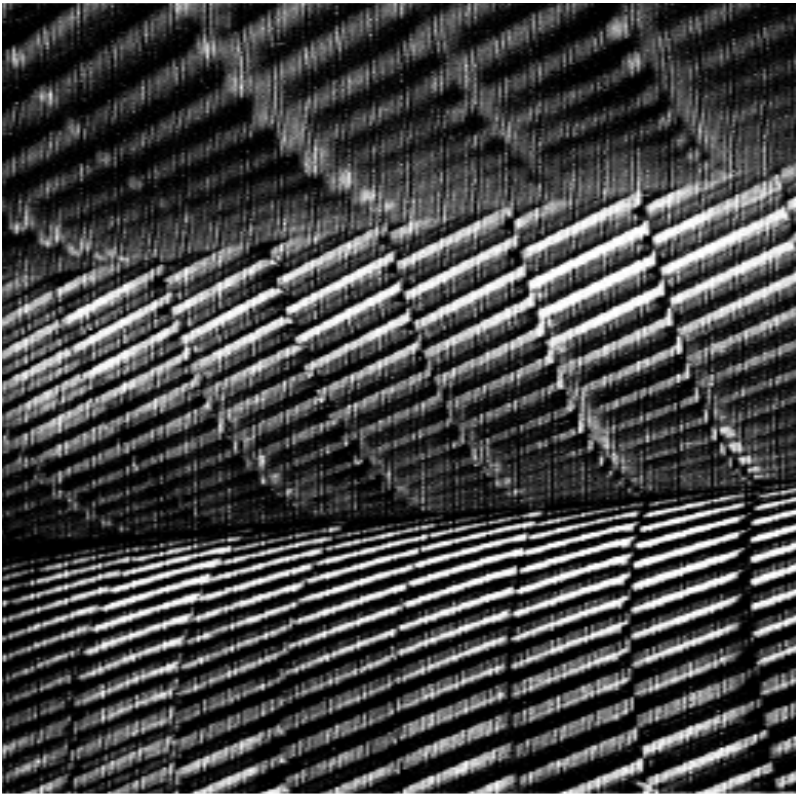


# E DITO

## Engrenages

**S**ans surprise, la crise sociale mondiale touche en premier lieu les pays qui étaient à l'avant-garde de l'exploitation (*Madagascar*, p. 18). Beaucoup plus étonnant, la colère et la révolte touchent aussi des régions qui n'étaient pas connues pour leur effervescence sociale (*Islande*, p. 25) ; signe que cette fois les capitalistes ont poussé le bouchon encore plus loin que d'habitude.

Les engrenages de plus en plus complexes du merveilleux monde de l'entreprise, conçus pour grignoter et optimiser la moindre parcelle de profit pourraient donner l'impression que la machine se



transforme en sorte de monstre incontrôlable (*Renault*, p. 13, *Un monde bien compliqué*, p. 15). Cela ne doit pourtant pas nous faire oublier que l'économie n'est pas une activité surnaturelle, dont les règles seraient inchangeables ; alors qu'en réalité, il ne tient qu'à l'humanité de les mettre à bas et de réfléchir à d'autres modes d'échanges et de relations.

Nul besoin d'aller chercher bien loin les exemples de ce monde qui marche la tête à l'envers. La Guadeloupe comme tous les départements d'outre-mer possède une économie coloniale fon-

dée sur la satisfaction prioritaire des besoins en matière première ou agricole de la métropole. Privés de ressources vivrières locale, les habitants sont alors soigneusement maintenus dans un système de dépendance, dans lequel la satisfaction de leurs besoins ne peut que transiter par quelques importateurs-distributeurs qui en profitent pour se garnir généreusement les poches.

Coloniale également la considération portée par le pouvoir politique sur la lutte des antillais. Il aura fallu près d'un mois de grève générale et de blocages, impliquant l'essentiel de la population, pour que le gouvernement daigne envoyer un sous-secrétaire d'état sans aucune capacité d'initiative. Yves Jégo étant lui-même sous la tutelle de Michele Alliot-Marie, elle-même sous la tutelle de Fillon, etc., il n'a guère plus de pouvoir que le concierge de l'Élysée...

Colonial enfin le traitement médiatique – à retardement – de cette crise qui cherche à présenter la situation comme un problème d'identité antillaise alors qu'il s'agit d'un problème social, comparable à la métropole, en plus exacerbé.

Nous aurons cependant l'occasion d'aborder plus en profondeur les tenants et aboutissants de cette lutte dans le prochain numéro de *Courant Alternatif* à paraître début avril.

En métropole aussi les « partenaires sociaux » méritent de plus en plus d'être requalifiés en « adversaires sociaux » ; dans les universités (voir p6), dans le commerce (*Marché Saint Pierre*, p. 4) ; d'autant plus que le pouvoir n'a pas oublié de manier le bâton pour refroidir les manifestants un peu trop exubérants (*Saint Nazaire*, p. 8). La matraque c'est toujours efficace, mais c'est un tantinet désuet par rapport à ce que les savants développent comme instruments de contrôle social (*Big Brother*, p. 10 ; *Une vie sans contact*, p. 12).

Heureusement pour nous, les véritables partenaires sociaux, dirigeants des centrales syndicales sérieuses et responsables, organisent pour nous une prochaine journée d'action le 19 mars. Sans trop se tromper on peut prédire que ce sera de nouveau un succès numérique, mais que le gouvernement ne sera pas plus intimidé que par les soubresauts dans les confettis de l'empire. Mais cette fois, promis, juré, craché, les syndicats vont montrer de quel bois ils se chauffent ! Des rumeurs circulent déjà sur l'organisation d'une journée de grève générale le premier jour du mois de mai...

CJ Paris, 26 février 2009

# Une lutte exemplaire face aux licenciements : Le marché Saint-Pierre à Paris

*« Rien à faire » : c'est ce que trop de licenciés se sont dit et se disent encore, lorsque, après des années, voire des décennies de bons et loyaux services, on leur fait soudain savoir qu'ils sont devenus trop vieux, trop chers, trop... trop... Exclue du jour au lendemain de l'entreprise qui a façonné leur vie, ils se retrouvent tout d'un coup sans salaire et inutiles au monde. Vivant cela comme un drame personnel, ils s'enfoncent dans l'autodévalorisation et la dépression.*

Les licenciements au compte-gouttes – sans plan social, sans risque de conflit collectif – qui condamnent le licencié à l'impuissance et au désespoir, c'est une méthode à la mode dans les PME. Et c'est notamment celle choisie pour faire gonfler les profits par la nouvelle direction de Dreyfus Déballage du marché Saint-Pierre (1), le fameux magasin de tissus du quartier de Montmartre, mise en place en 2004 : un tiers des salariés – les plus anciens, donc les mieux payés – ont été poussés vers la porte ou virés un par un, sans résistance, et sans que les syndicalistes de la maison, épargnés, lèvent le petit doigt.

Mais un jour le gérant licencieur est tombé sur un os : Hélène et Philippe Magdelonnette, employés tous deux dans la maison depuis vingt-huit et trente-quatre ans, plutôt que de « plonger » en apprenant leur licenciement à 50 ans passés, décident de résister. En faisant appel aux prud'hommes, bien sûr : par deux fois, leur licenciement a été reconnu « sans cause réelle et sérieuse » et la direction du magasin a été condamnée à payer des indemnités quadruplées en appel. Mais surtout : depuis mai 2006, tous les jours, ils viennent devant le magasin protester silencieusement au moyen d'une bande-roule.

## Mais pour faire quoi, puisqu'ils sont licenciés ?

Pour dire **NON**. Pour demander leur réintégration. Pour dénoncer publiquement le sale boulot fait par la direction. Pour résister, tout simplement. Pour ne pas se dire que, face à la violence patronale, il n'y a rien à faire.

Et les faits leur donnent raison. Leur présence a stoppé radicalement le flux

des licenciements dans le magasin. Mais surtout, tout au long de ces presque trois ans d'action prolongée, ils ont obtenu des milliers de marques de soutien (11 000 signatures sur leur pétition à ce jour !) et sont devenus un point de résistance : ils ont discuté avec des centaines de personnes, parfois étonnées, souvent solidaires, toujours admiratives ; ils ont amené des dizaines de gens à repenser de façon critique leur absence de réaction face à leur propre licenciement, vécu dans la solitude et la honte. Leur lutte est pacifique, mais elle est efficace : tous les jours, leur présence fait reculer un peu plus la résignation.

## Une lutte de longue haleine qui mérite notre soutien

Le magasin de tissus Déballage du marché Saint-Pierre, créé en 1912 et célèbre pour son style « à l'ancienne », est la propriété d'une vieille famille bourgeoise richissime, qui possède en outre de multiples immeubles à Montmartre, des hôtels et de vastes propriétés dans toute la France.

Ces capitalistes de bonne tradition paternaliste ont pourtant su se mettre au goût du jour en matière de méthode capitaliste de management. En 2004, alors que l'entreprise reste prospère, ils mettent en place un nouveau PDG, issu du milieu du Sentier, lequel, dès son arrivée, entreprend de licencier, par des moyens et sous des prétextes divers, le tiers des salariés du magasin.

Rien que de très banal ? Peut-être. Mais ce qui l'est moins, c'est que deux des salariés licenciés ont refusé de se résoudre à accepter l'inacceptable. Depuis mai 2006, Hélène et Philippe Magdelonnette, virés à

un âge où l'on est trop vieux pour retrouver un travail et trop jeune pour avoir droit à la retraite, viennent exiger leur réintégration.

Ils ne lâchent pas prise. La ténacité est leur seule arme. Une arme inhabituelle pour les patrons, dont les basses œuvres ne suscitent en général que défaitisme et sentiment d'impuissance.

Hélène et Philippe, en demandant leur réintégration, ne se sont pas, comme c'est le cas trop souvent, résignés à subir la violence patronale, autorisée de fait par la loi. La législation en vigueur (sauf de très rares exceptions), en effet, ne prévoit pas que les prud'hommes ordonnent la réintégration dans le cas d'un licenciement reconnu abusif ; or, Hélène et Philippe n'ont cessé de la demander, allant jusqu'au recours en Cassation.

Mais ils ont su aussi exploiter l'espace que la reconnaissance constitutionnelle de la liberté d'expression et de la liberté syndicale laisse à l'action sur le terrain. A force de ténacité, en utilisant de petits moyens, légaux et non violents, ils ont montré que, même avec de toutes petites forces, il est possible de se battre et de modifier sur le terrain les rapports de forces entre patrons et salariés ; que, sans attendre que les gouvernants se décident à interdire les licenciements par la loi (et sans lutte sur ce terrain on pourra attendre la Saint-Glinglin), on peut faire comprendre aux patrons que licencier peut leur coûter cher (en termes d'argent, d'image, de réputation...).

Autrement dit, ils ont montré que les licenciements ne sont pas une fatalité, même dans un contexte très défavorable comme celui d'aujourd'hui.

## La liberté du commerce contre la liberté d'expression

Pour la direction du marché Saint-Pierre, ils sont devenus un abcès de fixation. « Il faut que ça cesse ! » hurlait l'avocate lors du troisième référé engagé par la direction pour leur interdire de rester sur le trottoir, au nom d'un prétendu trouble à l'ordre public. Par deux fois, la justice lui a donné tort, mais le troisième verdict (du 19 décembre 2008) prend fait et cause pour les patrons du magasin,



considérant que les époux Magdelonnette ne pouvaient, au nom de la liberté d'expression « qu'ils sont en droit de revendiquer », « entraver le libre exercice du commerce de leur employeur et même porter atteinte à son image ».

Ce jugement bâillonne de fait toute expression publique, reprenant mot pour mot la requête patronale, à savoir « interdire aux époux Magdelonnette de :

- imprimer ou faire imprimer des banderoles,
- déployer ou faire déployer des banderoles devant et aux alentours du magasin,
- imprimer ou faire imprimer des tracts,
- distribuer ou faire distribuer des tracts de quelque nature que ce soit,
- éditer ou faire éditer, diffuser ou faire diffuser des affiches la mettant en cause,
- coller et faire placarder des affiches la mettant en cause,
- faire signer des pétitions à toute personne notamment dans la rue,
- s'adresser au public aux alentours et à l'entrée du magasin pour l'inciter à se rendre chez un concurrent ».

Après un jugement de ce type, que reste-t-il en France de la liberté d'expression ? Si ce type de jugement devait se généraliser, les patrons de tout poil pourraient impunément licencier sans même craindre de voir circuler un tract, une pétition ou une banderole se planter devant leur porte.

Hélène et Philippe ne peuvent qu'obtempérer face à la décision du tribunal (assortie d'une astreinte de 100 euros par jour à chaque infraction), même s'ils réfléchissent à la possibilité d'un recours devant la cour de Cassation ou la Cour européenne des Droits de l'Homme (minimum quatre ans au total pour les deux recours... et quelques milliers d'euros de frais à engager).

Tous ceux qui ont à cœur la défense de liberté d'expression comprennent qu'on ne peut pas simplement se soumettre à cette interdiction sans tenter d'y résister.

Il faut que le combat d'Hélène et Philippe, devenu une référence du combat de tous les travailleurs qui résistent face aux patrons, continue :

Pour qu'ils gagnent enfin leur réintégration et dans un second temps celle des autres salariés.

Pour qu'il soit clair dans les têtes des salariés du magasin, des clients, des habitants du quartier, etc., que, oui, on peut résister aux licenciements.

Pour qu'on finisse tous par comprendre

que les patrons ne sont forts que parce que l'on se soumet avant même d'avoir résisté.

C'est cette dimension de leur combat qui avait poussé un collectif d'individus venant d'horizons divers à leur apporter un soutien fidèle. C'est la portée générale de l'interdiction de s'exprimer qui leur est faite qui les motive aujourd'hui à chercher les moyens d'élargir le soutien.

À l'automne 2007, un petit collectif (2) s'est créé pour les soutenir en popularisant leur lutte : il a organisé deux rassemblements et une manifestation dans le quartier, et deux fois par semaine, il distribue des tracts aux clients, les invitant à manifester eux-mêmes leur désapprobation. Il s'efforce aussi d'organiser un soutien financier (3).

### Le combat des Magdelonnette pour leur réintégration se mue également en combat pour la liberté d'expression

Le combat d'Hélène et Philippe qui portait jusque-là sur l'arbitraire patronal prend désormais un sens plus large pour la défense concrète de la liberté d'expression, dont dépend encore chez nous l'existence des luttes.

À l'heure où est écrit cet article, un collectif de soutien s'élargit avec l'apport d'un certain nombre d'organisations politiques et associatives, principalement du 18<sup>e</sup> arrondissement de Paris.

Nous sommes en effet, de plus en plus nombreux, dans un contexte de remise en cause des libertés, à considérer qu'il est indispensable aujourd'hui de réagir à ce genre de jugements sans relâcher la pression sur les responsables du magasin, ainsi que sur la nécessité d'effectuer un recours en Cassation, afin que l'arrêt du tribunal ne devienne pas une jurisprudence.

Dans un premier temps, le collectif va informer le plus rapidement possible les clients et les salariés du marché Saint-Pierre en distribuant des tracts signés par un maximum d'organisations politiques et syndicales ou d'associations, afin que la riposte soit la plus large possible (4).

Cette action a pour but d'expliquer aux clients pourquoi Hélène et Philippe ne sont plus devant le marché Saint-Pierre et pourquoi des militants d'organisations du quartier ont pris leur place.

Une contribution des organisations qui considèrent le recours en Cassation comme important est envisagée, ainsi que la poursuite des collectes devant le magasin, qui ont permis au collectif d'imprimer



des tracts, des affiches et des cartes postales, et de payer quelques frais liés à l'activité commune.

Christian OCL Paris  
et membre du collectif

(1) Situé 2, rue Charles-Nodier à Paris 18<sup>e</sup>.

(2) Le collectif de solidarité avec Hélène et Philippe ([collectidesolidarite@hotmail.fr](mailto:collectidesolidarite@hotmail.fr)) est composé d'individus qui pour une partie d'entre eux ont déjà participé à d'autres initiatives de soutien à des salariés en lutte, comme à McDo, chez Quick, Pizza Hut, Frog, Arcade, Astor, etc. Sur l'expérience des comités, on pourra se reporter aux trois numéros de la revue *La Question sociale*, adresse du site : <http://www.laquestionsociale.org/>

(3) Vous pouvez vous aussi apporter une contribution à votre mesure à la lutte d'Hélène et Philippe en alimentant la caisse de soutien (chèques à l'ordre de ADC, mention « Soutien à Hélène et Philippe », à adresser à : ADC, Maison des associations, 35-37 avenue de la Résistance, 93100 Montreuil. Egalement en écrivant aux propriétaires et actionnaires majoritaires du magasin, Mmes Florette Sély et Margaret Mony, aux adresses suivantes : · Dreyfus Immobilier Moulin Rouge, 86 boulevard de Clichy, 75018 Paris ; Paris Vacation, 86 boulevard de Clichy, 75018 Paris, e-mail : [pva@wfi.fr](mailto:pva@wfi.fr) · Dreyfus Déballage du marché Saint-Pierre, 26 place Vendôme, 75001 Paris

(4) Premiers signataires, début février : Alternative libertaire, LCR 18<sup>e</sup>, NPA 18<sup>e</sup>, OCL, PCF, Stop-Précarité, Les Verts du 18<sup>e</sup>.

# En 2009, la colère monte aussi des universités

L'article suivant est à la fois une présentation rapide et une tentative de réflexion sur le mouvement qui touche l'université unique de Strasbourg. Du fait d'une crise économique majeure, cette lutte a lieu dans un climat de tension extrême entre le pouvoir et les travailleurs. Enfin, la pauvreté généralisée et les réformes qui cassent le service public créent un climat propice à l'embrasement d'une révolte de la jeunesse. Il faut ajouter que cette lutte s'inscrit également dans un mouvement de contestation qui concerne l'ensemble du monde universitaire : étudiants, BIATOS, enseignants-chercheurs...

## La crise et les réformes sont passées par là...

À la vue de la situation économique et sociale en Europe, une grande confrontation avec le pouvoir semble se rapprocher. Partout et dans tous les secteurs de la société la colère monte, et cela a pour effet d'exacerber la lutte des classes.

Ainsi, la nouvelle université pilote de Strasbourg – loin d'être hors du monde – est touchée de plein fouet par la rage d'une jeunesse (issue des classes moyennes et populaires) de plus en plus pauvre et sans espoir d'avenir. A l'UdS (l'Université de Strasbourg), le mouvement étudiant, endormi depuis l'année dernière, s'est réveillé à la suite de la mobilisation des enseignants contre la casse de leur statut par l'Etat. La nouvelle réforme prévoit la fin de la faible indépendance du corps des enseignants-chercheurs vis-à-vis des présidents d'université.

A cela s'ajoutent la disparition de l'UUFM et la « mastérisation » des concours, qui ont pour objectif de créer un vivier d'enseignants prêts à se vendre. Ces divers « amé-

nagements » sont les conséquences (directe et indirecte) de la LRU passée en force en 2007. Ils s'inscrivent dans un processus de privatisation généralisée et d'extension du salariat à l'ensemble des travailleurs du public. A ces multiples réformes s'ajoute la question de la fusion des trois pôles universitaires de Strasbourg (ULP, URS et UMB) en une seule entité, l'UdS. Cette fusion vient jeter de l'huile sur le feu, du fait de ses multiples conséquences : restriction budgétaire, contractualisation, suppression de filières, réduction d'effectifs, privatisation rampante, hausse des frais d'inscription, etc. Ainsi, le changement de statut de l'université est l'occasion pour le pouvoir de revoir l'ensemble des statuts et des avantages du personnel.

## Le mouvement étudiant à Strasbourg

Face à ce rouleau compresseur étatique et patronal, le mouvement étudiant ne s'est jamais réellement arrêté. Celui-ci connaît une pause avec les vacances scolaires, puis il tente de renaître faiblement dès le mois d'octobre 2008. Le brasier se rallume réellement avec la décision des enseignants-chercheurs grévistes de pratiquer la rétention des notes et de sensibiliser les étudiants sur la réforme Pécresse. Mais il faut préciser qu'un des déclencheurs les plus importants du mouvement reste la journée unitaire du 29 janvier. Durant cette journée, les forces composant le mouvement social manifestent ensemble : précaire, privé, public, chômeurs, étudiants, salariés, RMistes, profs, ouvriers, etc. Cette vague-surprise fait prendre conscience à tous de la colère qui monte au sein de la population et de la jeunesse. Ainsi, dès les premières assemblées générales du mois de février, le nombre d'étudiants est important et s'accroît très vite. L'amphi 1 de l'ex-UMB (université Marc-Bloch) situé dans

le Patio (nom du bâtiment central de l'ex-



UMB) est bondé à chaque AG. Le 5 février, l'arrivée de Pécresse est marquée par des heures devant le palais universitaire de Strasbourg (les CRS gazent les 2 000 manifestants) ; loin de casser la lutte, cette répression a eu pour conséquence de redynamiser les étudiants. Beaucoup dénoncent l'Etat-policier, et dans les têtes la peur panique du gendarme s'estompe. Dans un esprit bon enfant, les étudiants ont tenté de pénétrer dans le palais U pour en déloger Pécresse cachée derrière son armée. Durant cette journée du 5 février, 200 étudiants organisent le sabotage d'une table ronde à la salle des conseils de l'Institut Le Bel, où se tient une réunion entre le président de l'UdS, les membres de la Fondation de l'UdS, ainsi que ses donateurs potentiels. Il s'ensuit un dialogue de sourds entre étudiants et membres de la Fondation concernant les modalités de fonctionnement ainsi que les finalités de cette dernière. Dès lors, à Strasbourg, la mobilisation prend un tournant politique plus critique. Le 12 février, les étudiants font une incursion dans la chambre de commerce. Le 18 février, le mouvement s'amplifie, et sont décidés l'occupation du Patio la nuit ainsi qu'un blocage du bâtiment. Il faut ajouter que plusieurs étages du bâtiment du Portique (bâtiment proche du Patio) sont aussi occupés et plusieurs UFR (philo, art du spectacle, etc.) sont en grève totale. Pour le comité de grève du Patio, l'avantage du blocage physique est d'empêcher la tenue de tous les cours afin d'obliger les étudiants à prendre position pour ou contre la grève. L'occupation de nuit se met très vite en place





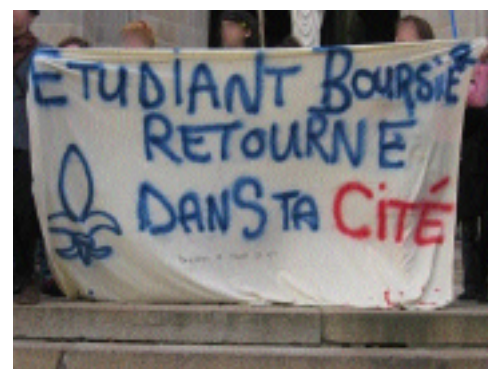
et s'organise. Les étudiants créent une cuisine collective, s'occupent de la gestion des lieux. La vie quotidienne dans l'occupation du Patio se structure : entre la mise en place de commissions tournantes (cuisine, nettoyage, sécurité), les multiples débats, projections, actions, cette réappropriation des lieux est un moyen d'instaurer une dynamique de politisation et d'autonomisation. Le Patio reste donc un lieu d'échanges et d'apprentissage actif. De plus le comité de grève est ouvert (sauf aux flics, à l'armée et aux matons) et des AG d'occupation sont convoquées pour gérer la vie en commun. Du fait de sa rapide radicalisation, ce mouvement porte en lui des potentialités offensives encore plus fortes qu'au moment du CPE. Un certain nombre d'« anciens » sont dépassés, tout comme les boutiques politiques. Parmi ces boutiques, on peut citer : l'UNEF qui est en pleine guerre des chefs (lutte interne stérile) ; la Confédération étudiante (les pantins de la CFDT) qui fait rire tout le monde ; l'AFGS (organisation cache-misère des forces de droite) qui ne sert plus que de défouloir ; le NPA et les trotskistes qui ne contrôlent plus rien du tout ; enfin les anarchistes culturels qui tentent vainement d'avoir une posture de curé moralisateur... Mais rien n'y fait et les étudiants, loin d'être à la remorque des enseignants, imposent leurs propres revendications et leurs propres modes d'action. Ainsi, dès le début de la lutte, les manifs sont sauvages ; et lors de l'une des dernières manifestations, 300 personnes se sont opposées physiquement à la police. Les étudiants étendent le mouvement en direction des lycées et du monde du travail (tractage et appel à la convergence des luttes). De plus, ils ont décidé la création d'une commission convergence des luttes au sein du comité de grève. Cette volonté d'en découdre avec le pouvoir se traduit au niveau national par 63 facs « perturbées » et l'accomplissement d'actions durant la période des vacances scolaires. C'est dans cette optique qu'une partie des étudiants strasbourgeois souhaite occuper le Patio pendant les vacances et ne veut pas voir la fin du mouvement. Il faut préciser que les revendications des étudiants se sont considérablement élargies au-delà du simple retrait du décret sur le statut des enseignants-chercheurs. Il s'agit également de

dénoncer la précarisation généralisée (entre autre étudiante), la casse du service public de l'enseignement (loi LRU qui découle du processus de Bologne, réforme Darcos...) et l'Etat-policier (criminalisation des luttes sociales, chasse aux sans-papiers, répression en Guadeloupe...).

## No futur à Strasbourg et ailleurs ?

Pour l'instant, les étudiants n'ont pas encore d'objectif très clair. Le gros problème du mouvement reste son manque de perspectives à long terme. Ainsi, beaucoup d'étudiants se raccrochent au soutien des profs. Ils représentent encore, pour certains, une autorité indépassable. De leur côté, les enseignants-chercheurs sont coincés entre des étudiants qui se radicalisent de jour en jour et l'obstination de l'Etat. Ils soutiennent officiellement les positions des étudiants mais tentent toujours de prendre la tête du mouvement à travers des AG pseudo-unitaires. Beaucoup de profs ont peur des actes et des prises de position des étudiants, mais ils restent bloqués par le refus du ministère de négocier une sortie de crise honorable. Du côté des étudiants strasbourgeois, il manque une prise de conscience sur le fait que cette lutte fait partie du mouvement social. L'ambition de vouloir changer sa propre condition, de vivre autrement ou de répandre réellement la révolte ne s'est pas encore imposée chez tous les protagonistes de ce mouvement. Mais, à la différence du CPE, l'auto-organisation s'est très vite développée et la rage n'est plus l'apanage des militants radicaux. A la vue des discussions et des débats, ce qui saute aux yeux, c'est à la fois le volontarisme des étudiants et le fait qu'ils se « cherchent ». D'ailleurs, le développement des idées et des pratiques anarchistes chez les étudiants strasbourgeois en est une illustration parfaite. Un autre signe positif est le peu de crédit que les étudiants accordent à la bureaucratie de la Coordination nationale des étudiants, qui est entièrement noyauté par l'UNEF.

Il faut ajouter que cette lutte est loin d'être terminée et que son cadre dépasse largement celui des sciences humaines. En plus, rien n'indique qu'elle soit éphémère, car un très grand nombre de salariés pourraient, à un moment ou à un autre, être de la



partie. En effet, depuis le CPE et la révolte des banlieues, les luttes sociales à Strasbourg et en France n'ont fait que se radicaliser et s'amplifier. Le contexte national (lutte dans les DOM-TOM...) et international (effondrement du capitalisme et faillite d'une partie des pays industrialisés) va continuer à peser sur le pouvoir et les patrons, et faciliter l'extension du mouvement. Enfin, l'échéance du sommet de l'Otan risque de redonner du courage à ceux et celles qui luttent au sein de ce mouvement, voire d'allumer un véritable incendie. En effet, la conjugaison de ce mouvement et du contre-sommet de l'Otan peut être porteuse de nombreuses potentialités de lutte et d'embrasement généralisé.

Vincent



Les photos qui illustrent cette page ont été prises le 26 février à Nantes (sur Indymedia Nantes) lors d'une parodie de manif de droite organisée par les étudiants grévistes. Dans une ambiance joviale le cortège est parti de la place Graslin pour défilé dans les rues bourgeoises du quartier Guist'hau avant de rejoindre la place Royale. On a pu entendre les désormais classiques slogans des manifs de droite, plus si originale que ça, mais qui font toujours sourire et interloquer les passants : des "ça c'est de la caisse" au vu de grosse voiture, "pas d'alocs pour les dreadlocks", "les garçons devant les filles derrière",... Arrivé place Royale, une altercation qui semblait organisé par le comité d'action s'est déroulé devant la Société Générale. Une bataille rangée entre gauchiste et bourgeois, avec les 2 blocs qui se rentrent dedans bien joyeusement.

# Saint-Nazaire : Attaque policière, Riposte populaire !

*Une manifestation agressée, des manifestants blessés, inculpés, condamnés. La mobilisation du 29 janvier à Saint-Nazaire n'est pas passée inaperçue. La réponse contre la répression se met en place, et renoue des liens entre les sphères militantes et la population, bien décidées à passer à l'offensive contre l'ordre sécuritaire qui se durcit ici comme ailleurs.*

## Petit retour sur les événements

La manifestation du 29 janvier fut massive. En arrivant à la sous-préfecture, la tête du cortège a trouvé porte close, le sous-préfet dédaignant de recevoir une délégation impromptue. Des altercations avec les flics à propos de l'accrochage de banderoles sur les grilles du bâtiment ont échauffé les esprits, et les pandores ont été sauvagement agressés par des jets de pots de yaourt, de pétards, et outragés par quelques noms d'oiseaux de circonstance.

Les CRS, habituellement discrets et planqués dans les jardins du sous-préfet, étaient visiblement déployés cette fois. Une section s'est donc retrouvée coincée dans une rue voisine où reflue le cortège, pour laisser arriver la suite de la manifestation. Panique ou agression délibérée, toujours est-il qu'à 16 h 24 ils se sont mis à arroser le cortège de lacrymos pour se dégager, et regagner leur base de la sous-préfecture, obligeant le défilé familial et bon enfant à refluer vers la mairie. Pour donner une idée de l'ampleur de l'agression, à 16 h 39, la CRS 32 avait épuisé son stock de munitions, ce qui l'a obligée à un réapprovisionnement au commissariat central (1).

Devant cette agression, et profitant de l'arrêt des tirs le temps du réapprovisionnement, plusieurs centaines de manifestants ont chargé les CRS, les obligeant à se réfugier dans la sous-préfecture, dont le portail a été défoncé. Ce n'est qu'après 20 h 30 que les CRS sont parvenus à calmer la colère populaire, grâce au renfort des BAC locales, puis de gendarmes mobiles rapatriés de Nantes.

Nous avons alors assisté à de véritables ratonnades dans le centre-ville, des groupes de policiers tirant aux flashballs sur les passants ou matraquant allégrement les badauds. Un manifestant a été grièvement blessé(2), atteint aux jambes par une bombe

sonore à déflagration. 15 personnes ont été interpellées.

## Une justice aux ordres

Le lundi 2 février, 4 manifestants triés sur le volet et placés en détention à l'issue de leur garde à vue se sont retrouvés au tribunal en comparution immédiate.

Quelques militantEs politiques, associatifs, syndicaux étaient présents, mais sans mobilisation à la hauteur de l'enjeu de la part des organisateurs de la journée du 29. On a donc assisté à un morceau d'anthologie de justice de classe.

Quatre travailleurs précaires, Tony, Yohan, Fabrice et Friedrich de nationalité allemande, avec des antécédents judiciaires tels que conduite en état d'ivresse pour les 3 premiers, furent livrés en pâture pour l'exemple. Les accusations portaient sur participation à rassemblement dissous, violence contre les forces de l'ordre, rébellions, outrage à agent..., avec pour l'un des circonstances aggravantes telles que port d'arme, en l'occurrence un couteau Laguiole dans une pochette à la ceinture.

Sur les flics prétendument blessés, aucun n'était en mesure de présenter une ITT, et un seul pouvait se prévaloir d'un certificat médical attestant qu'il avait une coupure au lobe de l'oreille, suite à un jet de canette reçu sur le casque !

Mais, comme d'habitude dans ce genre de procès, seule la parole des flics compte. Une projection de vidéo pendant l'audience montrait clairement qu'il était impossible d'identifier aucun des prévenus. Trois avait cependant fait l'erreur de reconnaître des jets de projectiles pendant leur garde à vue. Friedrich pour sa part expliquait n'avoir été présent que pour prendre des photos des événements, que son avocat se proposait de produire à l'audience. Maîtrisant mal le français, Friedrich n'était même pas assisté d'un traducteur, et le tribunal n'a pas estimé nécessaire de s'assurer que l'on pouvait difficilement photographier une manifestation tout en jetant des cailloux. Puisque des fonctionnaires attestaient l'avoir identifié avant de procéder à son arrestation, accompagnée d'un tabassage en règle confirmé par un relevé médical du nombre d'hématomes sur l'ensemble du corps. Peu importe, c'est lui qui endossait également l'inculpation de rébellion, tout comme Yohan, pourtant atteint de lésion aux tympanes avec une perte auditive de 60%.

Le procureur a joué son numéro de

garant des intérêts du capital et de l'ordre. Stigmatisant « des marginaux qui n'avaient pas à manifester, puisque ni syndiqués, ni en situation de travail, ni concernés par les revendications du 29 janvier », il a dénoncé « les casseurs de flics », venus pour précipiter la ville dans l'émeute, avec « des scènes dignes d'une guerre civile ».

Le ridicule ne tue pas. Si les manifestants ont effectivement répliqué à l'attaque de la police, ils ne s'en sont pris qu'aux forces de l'ordre : pas une vitrine, pas une voiture n'a été dégradée (si ce n'est une vitre victime d'un tir tendu !). Et le lendemain matin il ne restait que les traces de quelques feux de poubelle, barricades symboliquement enflammées, alors que les culots de grenade jonchaient la voie publique, malgré les équipes de nettoyage sur le qui-vive. Drôle de vision de la guerre civile (3) !

Les avocats, commis d'office, ont dénoncé le caractère inique de ce procès, avec une plaidoirie politique pour l'une : un procès d'exception, pour l'exemple, rappelant les sanctions collectives des lois anticasseurs ; conforté par une dimension plus juridique pour l'autre : le rassemblement ne pouvait être considéré comme dissous, les procédures de sommation n'ayant pas été respectées, et le vide des dossiers montrait qu'il n'y avait aucun fondement matériel probant pour les inculpés présents...

Le tribunal à cependant rempli sa mission répressive, en condamnant Tony et Yohan à quatre mois de prison ferme avec maintien en détention, et infligeant trois mois ferme sans mandat de dépôt à Friedrich et Fabrice. Stupeur et révolte dans la salle, les choses ne pouvaient décidément en rester là.

## Une répression récurrente en Loire-Atlantique

Le département fait partie des endroits combatifs, avec des luttes nombreuses et déterminées ces derniers temps. Dans les secteurs de l'éducation (mouvement étudiant, lutte anti-Darcos), du salariat industriel (luttes sur les salaires, sur l'indemnisation totale du chômage partiel, contre l'exploitation de la sous-traitance), de l'environnement ou de l'agriculture (l'aéroport de Notre-Dame des Landes, luttes anti-OGM), de la solidarité avec les sans-papiers (Gasprom à Nantes, UCIJ à Saint-Nazaire), de la culture bretonne (réunification de la Bretagne, école Diwan). Autant de combats qui s'accompagnent d'une cohorte de procès visant à la criminalisation des militantEs, quand ce n'est pas d'une répression brutale et violente des actions.

Sans pouvoir être exhaustif, citons :

- Pierre, lycéen atteint à l'œil dans les jardins du rectorat par un tir de flashball en novembre 2007, enquête en cours ;

- Sami, instit poursuivi pour avoir cassé le petit doigt d'un des policiers lors d'une évacuation manu militari de l'Inspection



académique en juin 2008, jugement en délibéré :

- Sylvain, militant UDB poursuivi pour menaces de mort contre Sarkozy lors du déplacement de celui-ci en juillet 2007 à Bats-sur-Mer - relaxé pour dossier vide après six mois de tracasserie et la perte de son emploi. Ou l'anonyme déjà condamné pour avoir eu un couteau lors de la manifestation organisée à l'occasion ;

- Mikaël, le lycéen condamné à deux mois de prison avec sursis et 300 euros d'amende pour avoir refusé une prise d'ADN après une manifestation lycéenne en décembre, mais qui fait appel ;

- des entarteurs de Notre-Dame des Landes, actuellement poursuivis ;

- Rodolphe et Christian, paysan accusé de vols de terre pour avoir empêché des prélèvements sur le site du futur aéroport, et poursuivi pour refus d'ADN à l'occasion ;

- les barbouilleurs bretons, en procès pour quelques graffitis sur le siège du conseil régional ou des bus, en faveur de la réunification de la Bretagne.

Et, bien sûr, les quatre manifestants nazairiens - un lycéen, un marin, deux portuaires - qui seront jugés le 10 mars toujours pour la manifestation du 29 janvier.

Tout cela sur fond d'arrestations arbitraires de sans-papiers, de persécutions quotidiennes des jeunes dans les quartiers, de pressions hiérarchiques sur les lieux de travail, ou de sanctions financières ou disciplinaires pour les désobéisseurs de l'éducation, les syndicalistes d'entreprise ou les militantEs repérés.

Toutes ces attaques, malgré la diversité des situations, vont dans le même sens : celui de la multiplication des poursuites, du développement de la brutalité policière, de l'arbitraire répressif. La violence et le fichage permettent d'intimider, de faire mal et de faire peur. La systématisation des procédures épuise les militantEs et les soutiens. La criminalisation de l'action militante pousse à la peur et à la résignation.

C'est la même logique qui est à l'œuvre partout sur le territoire, à Tarnac, devant les centres de rétention, sur les chantiers de construction des EPM, sur les marchés contre ce vendeur de L'Huma-Dimanche, ou devant les lieux de travail comme au marché Saint-Pierre à Paris, où l'on bâillonne Philippe et Hélène qui refusent leur licenciement abusif !

### A Saint-Nazaire, la création du CODELIB

Fort de la solidarité qui s'était mise en place lors du procès de Mikaël pour refus d'ADN, des militantEs nazairiens ont donc lancé un « appel après les procès de Saint-Nazaire », pour mettre en place un « Collectif pour la défense des libertés fondamentales contre les dérives sécuritaires ».

Ce fut chose faite le 18 février, où plus de 70 personnes se sont retrouvées.

Cette réunion a regroupé des proches ou

des victimes de la répression du 29 janvier 2009, blessés, condamnés, ou inculpés, des membres du comité de soutien à Mikaël, des membres ou représentantEs d'associations (4), ainsi que des personnes voulant agir à titre individuel.

Le CODELIB s'est fixé pour tâche immédiate la solidarité morale et financière avec les condamnés et les blessés, et le soutien aux inculpés des différents procès à venir, notamment le 10 mars à Saint-Nazaire, mais aussi pour d'autres procès tels les refus de prélèvement ADN.

Différents groupes de travail ont été constitués pour :  
o Une campagne de collecte de témoignages, qui aideront à la défense des inculpés, et permettront une saisine de la Commission nationale de déontologie de la sécurité.

o Une campagne de mobilisation pour les procès du 10 mars (voir le tract d'appel).

o Une campagne de souscription pour l'aide matérielle aux victimes (5).

À moyen terme, le collectif se fixe également pour tâche de mener des campagnes d'information sur les atteintes aux libertés d'expression et de manifestation, contre la criminalisation des luttes sociales et des militantEs.

### Cartel opportuniste ou réveil combatif ?

Le mélange des genres et des sensibilités dans la composition de ce comité peut surprendre, mais il correspond à une réalité locale dans laquelle aucune structure militante ne peut rester indifférente, sauf à se discréditer. Dans l'immédiat, la journée du 7 mars s'annonce comme une échéance importante, dont le succès transformera ou non l'essai sur le long terme.

Une chose est peut-être également en train de se jouer dans le paysage politique nazairien. Alors que la ville est marquée par un mouvement social fortement encadré par les structures traditionnelles du mouvement ouvrier, syndicats réformistes et partis de gauche parlementaires, depuis quelques années d'autres formes de militance émergent. Depuis la grève de la faim des travailleurs grecs, en passant par le soutien aux sans-papiers, aux Palestiniens, des luttes de solidarité se mettent en place en dehors des structures partidaires et syndicales qui traînent ou renâclent à prendre des initiatives, engoncées dans leurs contradictions et leur manque d'analyse et de perspectives politiques. Ainsi, l'émergence d'un noyau militant

## CONTRE LA RÉPRESSION DU MOUVEMENT SOCIAL Défendons nos Libertés !

Le 29 janvier à Saint-Nazaire, l'intervention violente des forces de police contre la manifestation a provoqué des blessés, des arrestations, des incriminations, et plusieurs procès, dont un genre toujours hospitalier.

**L**e 29 janvier, après une manifestation pacifique, des forces de police ont eu recours à la violence contre les personnes qui ont osé être visibles et ne pas se déloger.

Les manifestants ont été dispersés par les forces de police, les personnes ont été blessées, des personnes ont été arrêtées, des personnes ont été incriminées, et plusieurs procès ont été engagés.

**L**e 29 janvier, après une manifestation pacifique, des forces de police ont eu recours à la violence contre les personnes qui ont osé être visibles et ne pas se déloger. Les manifestants ont été dispersés par les forces de police, les personnes ont été blessées, des personnes ont été arrêtées, des personnes ont été incriminées, et plusieurs procès ont été engagés.

Le 29 janvier, après une manifestation pacifique, des forces de police ont eu recours à la violence contre les personnes qui ont osé être visibles et ne pas se déloger.

Les manifestants ont été dispersés par les forces de police, les personnes ont été blessées, des personnes ont été arrêtées, des personnes ont été incriminées, et plusieurs procès ont été engagés.

Le 29 janvier, après une manifestation pacifique, des forces de police ont eu recours à la violence contre les personnes qui ont osé être visibles et ne pas se déloger.

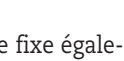
### •Manifestation régionale à Saint-Nazaire • Samedi 7 mars à 15h devant le tribunal

• Contre la répression • Pour le respect des libertés fondamentales (expression, manifestation, droit de grève...) • Pour la libération des personnes, la levée des peines et l'arrêt des poursuites pour les manifestants criminalisés, ici ou ailleurs

• Débat sur la criminalisation des luttes sociales • Avec Dominique NOGUES, Ancien, Maire démissionnaire de la ville de Nantes et ancien député, et des Témoins et Victimes de la répression actuelle

### • Venez en nombre mardi 10 mars à 14h au Tribunal • pour soutenir les inculpés lors du procès.

Appel de CODELIB à Saint-Nazaire (Comité de défense des libertés fondamentales) contre les atteintes arbitraires de : Les Aboussouf - ARDQ St-Nazaire et Pornic - Golléff et Dany - Comité de soutien à Elhadj - Enghien - POF - FSU - Label Grève - LDH - ERAP - H. Dougan - HPA - POF - POF - ODF-007 - ODF - ODF - UL-CFDT - UGA-007 - Union Sportive Solidaire - Les Verts et les Indivisibles



qui apprend à se connaître et à se respecter dans les luttes consacre peut-être l'émergence d'une mouvance, sinon révolutionnaire, au moins suffisamment radicalisée pour prendre des initiatives qui vont dans le sens d'une politisation et d'une autonomisation des luttes. C'est p'têt' pas la révolution, mais c'est foutrement intéressant et ça implique plein de gens. A suivre, donc !

Le 27 février 2009, OCL Saint-Nazaire

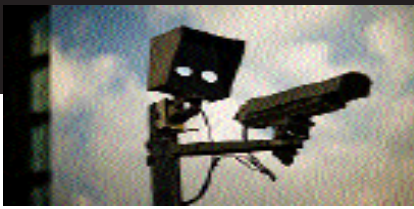
(1) D'après le Rapport du commissaire principal Bosset, lu à l'audience du 2 février.

(2) Pascal est toujours hospitalisé à cette heure ; il a été amputé de 2 orteils et opéré à de multiples reprises. Isolé plus de quinze jours pour raison d'enquête, il connaît des difficultés pour faire aboutir sa plainte.

(3) S'il y a bien une culture de luttes dures et parfois violentes à Saint-Nazaire, c'est toujours dans le cadre de longs conflits ouvriers, quand le patronat et la police jouent le pourrissement ou la répression et que « les gars » (désolé, c'est une réalité sexuée, pas du sexisme) y tiennent plus. Hors ces contextes exceptionnels, les manifestations y sont plutôt tristounettes et traîne-savates, même lorsqu'elles sont massives et déterminées comme en 2003, ou pendant le CPE. Néanmoins, tirer sur une manif désarmée, ça ne se fait pas, et c'est ce qu'est en train d'apprendre le sous-préfet !

(4) De : ATTAC, FCPE, MRAP, LDH, collectifs contre la répression de Nantes et de Rennes, 44=Breizh, opposants à l'aéroport de NDDL ; de syndicats : FSU, UL-CFDT, SDEN-CGT, Solidaires, USM-CGT) ou d'organisations politiques (Alternatif 44, Label Gauche, LO, No pasaran, NPA, PCF, PG, PS, UDB, Les Verts...)

(5) Un premier concert de soutien organisé très rapidement par des étudiantEs dans l'université de Nantes occupée a permis de récolter 400 euros envoyés aux prisonniers.



## RÉSISTANCES À BASE ÉLÈVES

Actuellement, 175 directeurs d'école se sont déclarés opposés au fichier « base élèves » (voir CA de décembre). Après des menaces et des retenues sur le salaire pour service non fait, pour la première fois une Inspection académique a décidé de démettre de ses fonctions de directeur, à la rentrée de septembre 2009, un instituteur d'une école primaire du département de l'Isère. Cette sanction a été prise le 3 février à l'occasion d'une Commission Administrative Paritaire Départementale où il a bien failli être démis de sa fonction d'instit. Mais, devant la non-trahison des organisations syndicales siégeant à la CAPD de l'Isère, cela n'a pu se faire. Néanmoins l'Inspection Académique de l'Isère recrute sur son site Internet un directeur d'école avec commission d'entretien pour remplacer le dirlo déchu de ses fonctions. Du jamais vu dans cette profession ! L'I.A. demande un dirlo pour reprendre en main une équipe d'enseignants qui a « une approche militante de l'école qui la conduit à prendre des positions de refus par rapport à certaines demandes institutionnelles (base élèves, évaluations nationales) » Il aura pour mission de « rétablir une loyauté institutionnelle dans cette école tant dans les rapports avec l'administration qu'avec l'équipe pédagogique ». Pour en savoir plus : <http://retraitbasee-leves.wordpress>.

**A Livernon**, petit village de 600 habitants du Lot, les parents d'élèves ont occupé les bureaux de l'école du 8 au 13 janvier. Le 14 janvier, plus d'une centaine de personnes ont manifesté leur refus de « base élèves ». La marche de protestation était ouverte par 15 brebis et leur berger. On pouvait lire sur les affiches : « Nos enfants ne sont pas des moutons », « Non au fichage ». Un musicien donnait l'ambiance. Mais devant les menaces de répression la directrice a dû remplir les fiches et les parents d'élèves réfléchissent à d'autres actions.

**En Aveyron**, Malgré un changement de lieu à la dernière minute, des membres des collectifs contre Base élèves du Lot, de Rodez, de Millau et de Saint Affrique, encadrés par les forces de la gendarmerie, se sont retrouvés, le 6 février 2009, devant les grilles du collège Public de Séverac. Après des prises de parole de membres des collectifs à propos de Base Elève, outil de fichage, et aussi des sanctions encourues par les directeurs, ces derniers se sont réunis afin de prendre une

décision commune quant à l'opportunité de se rendre ou non à la formation. Alors qu'ils étaient en pleine discussion, le principal du collège leur a annoncé le départ des formateurs, et donc, de fait, la formation a été annulée... C'est la quatrième en Aveyron. Le même jour, à 13 H 15 à Rebourguil, puis à 16 H 30 à Montlaur, les parents d'élèves ont pénétré dans les bureaux des directeurs, ont «déménagé» les ordinateurs, puis les ont rendus aux maires respectifs....

## EVALUATION SOUS SURVEILLANCE MILITAIRE EN COURS MOYEN 2<sup>E</sup> ANNÉE

Pendant une semaine, entre le 19 et le 23 janvier, l'éducation nationale a procédé aux évaluations des classes de Cours Moyen 2ème année (enfants de 10-11 ans). Cette évaluation doit remplacer celles qui existaient aux rentrées scolaires en Cours Élémentaire 2 (deux ans avant) et en entrée en 6ème dans les collèges. Cette évaluation a été très contestée par les instits. En effet, comment peut-on évaluer au mois de janvier les enfants en CM2 6 mois avant la fin de l'année scolaire ? De plus, les instits devaient rentrer dans un logiciel les résultats de ces évaluations. L'Education nationale a donc créé un fichier national et l'a déclaré ensuite à la CNIL qui doit d'ailleurs donner un de ces quatre matins son avis consultatif (donc sans conséquence réelle).

Devant cette résistance, l'Etat n'y est pas allé par quatre chemins. Dans une dizaine d'écoles de l'Hérault (30) les gendarmes ont téléphoné aux directeurs d'école pour s'assurer du bon déroulement des évaluations. Ils ont demandé aux directeurs des écoles de leur fournir le nom des parents qui occupaient éventuellement l'Ecole et l'identité des éventuels enseignants qui refusaient de faire passer ces évaluations. Par ailleurs ces mêmes gendarmes étaient présents lors des réunions d'information et de concertation lors des assemblées générales et des réunions entre une inspectrice et les enseignants. Une école a même reçu leur visite directe ! Cette présence militaire est justifiée par l'administration par le fait que les enseignants et les parents s'exposent à des sanctions administratives et/ou judiciaires en cas de refus de cette évaluation.

## UNE CAISSE DE SOLIDARITÉ AVEC LES ENSEIGNANTS « DÉSŒBÉSSEURS »

Devant les résistances multiples et revendiquées des instits (voir plus haut mais aussi

les refus de se déclarer individuellement gréviste avant une grève, les refus de collaborer sous au démantèlement du service public, ...) les inspections académiques prononcent de plus en plus des sanctions financières.

Pour soutenir les enseignants désobéisseurs, une caisse de solidarité nationale a été créée.

Vous pouvez envoyer vos chèques à : Véronique Decker, Ecole Marie Curie, Impasse Emile Zola, 93000 BOBIGNY ; chèques à l'ordre de « Sud Education Créteil » (avec la mention au dos : « Soutien aux désobéisseurs »).

Contact : <http://resistancepedagogique.blog4ever.com>

## LA DÉLATION À LA SÉCU FONCTIONNE BIEN !

Le 20 janvier 2009, un sans papier est arrivé au Centre de Rétention Administrative de Palaiseau (91). Il avait été arrêté suite à une dénonciation de la Sécurité Sociale d'Arpajon (91).

Le 6 février, un autre sans papier est arrivé au CRA de Palaiseau. Il s'était fait arrêter dans les locaux de la Sécu d'Auxerre (89). Il venait, suite à une convocation, renouveler son Aide Médicale d'Etat. Il était accompagné d'un responsable d'Emmaüs. La fille au guichet leur a demandé d'attendre un peu le temps qu'elle crée soi-disant le dossier. Elle a alors quitté le guichet et 30 minutes plus tard les flics sont arrivés. La fille de la Sécu leur a donné l'original du passeport périmé et la copie du passeport valide....

## CE N'EST PAS DE LA DÉLATION MAIS DE LA VIGILANCE CITOYENNE !

Dans une lettre à entête du ministère de la défense, la compagnie de gendarmerie de Sarlat (24-Dordogne) a demandé à la population de la commune de la soutenir. Comment ? « En protégeant mieux votre habitation » et « en informant rapidement votre gendarmerie de tout ce qui vous semble anormal ». « Personne ne vous demande de faire de la délation, mais prévenir la gendarmerie est un vrai réflexe de vigilance citoyenne ».... « Les gendarmes sont intéressés par les personnes vivant repliées sur elles-mêmes de manière quasi clandestine, les campements isolés, le passage anormal de véhicules dans des zones isolées, etc. ».... « Vous pouvez renseigner la gendarmerie en toute confiance : institution républicaine agissant suivant la loi et respectueuse des droits de tous les



citoyens, elle sait distinguer les honnêtes gens des malfaiteurs ».

## LES CAF VONT ENCORE MIEUX NOUS FICHER

Les administrateur-trice-s CGT de la Caisse Nationale des Allocations Familiales dénoncent le nouveau logiciel décidé le 3 février par son Conseil d'Administration. « Cet acte intègre de nouvelles données dans le système informatique de la CNAF appelé Cristal. A sa lecture, on ne peut être qu'inquiet de voir l'ensemble des lois et décrets se traduire concrètement par plus de 12 pages énumérant les données à caractère personnel des allocataires de la branche Famille de la Sécurité sociale qui vont désormais y figurer ».

La lutte contre la fraude sert de prétexte à la création de nouvelles bases de données s'appuyant sur de nouveaux répertoires nationaux. En effet les fraudes constatées ne représentent que 0,1% du total des prestations données par la branche famille de la CNAF...

Deux nouveaux répertoires sont en cours de réalisation : le Répertoire National des Bénéficiaires (RNB) de prestations versées par les caisses d'allocations familiales et le Répertoire National Commun de la Protection Sociale (RNCPS). Le RNB est un registre informatique commun aux 123 CAF de France, qui va répertorier l'ensemble des personnes bénéficiant des prestations versées par les caisses. La construction de ce répertoire nécessite une double opération : Attribuer à chaque bénéficiaire un numéro propre et alimenter un fichier national commun aux 123 CAF. C'est, bien évidemment, le numéro de Sécurité Sociale (Numéro d'inscription au registre - NIR) qui a été choisi comme numéro unique d'identifiant. Au 1er janvier 2009, le RNB répertoriait déjà 33 millions de personnes et devrait être parfaitement opérationnel dans le courant de l'année 2010. Quant au RNCPS, il devrait fichier l'ensemble des bénéficiaires des prestations et avantages de toute nature. Il s'agira d'un fichier unique des assurés, commun aux organismes chargés d'un régime obligatoire de la sécurité sociale (famille, maladie, vieillesse, accidents du travail et maladies professionnelles), aux organismes de recouvrement, à Pôle emploi et aux caisses assurant le service des congés payés... soit une soixantaine d'organismes impliqués.

C'est ainsi qu'il est prévu d'étendre le contenu des échanges entre la CAF et les services fiscaux. Jusqu'à maintenant la CAF recevait les données personnelles des revenus de ses allocataires et, pour 2009, la CAF aura

aussi accès aux informations sur le foyer fiscal, les personnes à charge et sur le logement. Il est prévu aussi de mettre en place un échange avec Pôle emploi afin de contrôler les déclarations de revenus faites par les futurs bénéficiaires du Revenu Social d'Activité (RSA). D'autre part, les CAF portent une attention particulière aux courriers dits « NPAI » (N'habites pas à l'adresse indiquée). Pour cela, elles procèdent à des vérifications auprès d'EDF et de la Poste. Il faut savoir que la Poste peut leur fournir un fichier des NPAI mis à jour régulièrement ainsi qu'un fichier des personnes ayant demandé une réexpédition temporaire ou définitive de leur courrier.

Pour plus amples informations : <http://www.ldhtoulon.net>

## UN FICHAGE DES PAUVRES

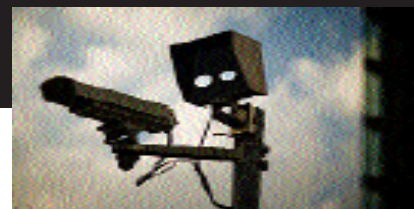
Chaque département utilise une base de données IODAS ou l'équivalent. Pour l'instant, chaque Conseil Général l'utilise comme il l'entend et n'active pas forcément les mêmes champs. Mais à terme, il existe bien évidemment un risque d'uniformisation pouvant simplifier l'interconnexion des fichiers permettant ainsi de suivre les usagers s'ils changent de département.

Dans l'Isère, le Collectif Unitaire Anti-Délation (CUAD 38) continue de se battre en autres contre le fichage informatique de l'action sociale du Conseil Général. En effet, dans ce département, comme dans très certainement beaucoup d'autres, les éléments personnels (problèmes financiers, familiaux, de santé...) de toutes les personnes demandant une aide financière ou subissant une enquête sociale sont entrées dans la base IODAS consultable par des centaines de personnes ! Si un usager refuse l'informatisation de sa demande, elle ne sera même pas instruite...

A noter que dans ce département les A.S. ont obtenu la suspension des entrées dans cette base de données de tous les usagers passant la porte d'un centre social pour n'importe quelle demande. Mais il ne s'agit que d'une suspension...

## TRAÇAGE DES USAGERS EN RÉGION PARISIENNE

Depuis le 1er février, la carte Orange a disparu au profit d'un passe Navigo qui donne accès à l'ensemble des transports publics en Ile de France (métro, RER, bus, tramways). Ce passe permet grâce à une puce RFID de « tracer » les usagers. C'est ainsi que les dates, heures et lieux de passage de chaque abonné sont connus et conservés 48 heures. Il est possible d'éviter ce traçage, à condition de le



savoir et de payer plus son passe.

Dans l'édition du 29 janvier du quotidien gratuit « Direct Matin », une pleine page de publicité a remplacé un article qui exposait comment la RATP exploite les données du passe Navigo à des fins commerciales. Cette censure s'explique tout naturellement par le fait que l'éditeur de ce gratuit n'est autre que le groupe Bolloré qui a signé avec la RATP un partenariat lui permettant de distribuer ses gratuits à l'intérieur du réseau RATP...

## UNE CAMÉRA DE VIDÉOSURVEILLANCE POUR 12 HABITANTS !

A Baudinard (haut-Var- 83), 146 habitants, il y a des caméras placées dans la rue principale, devant l'église, au cimetière, au belvédère, sur les courts de tennis et bientôt dans la future déchèterie. Cela représente un investissement de 60 000 euros qui inclus aussi les alarmes installées en mairie, à la salle des associations, la salle polyvalente, aux ateliers communaux et à l'église. Tout ça pour attraper... un chien qui fait ses besoins sur le trottoir, un enfant qui joue au tennis sans payer et un client du bistrot du pays qui était parti sans payer... Quelle tristesse !

## MÊME EMMAÛS...

Le 17 février, les locaux de la communauté Emmaüs de Marseille ont été perquisitionnés par la police. Elle venait y prendre les « dossiers des compagnons ayant des noms à consonance étrangère »...

## PETITE MISE AU POINT CONCERNANT LE 31 JANVIER...

Le bouclage de CA du mois de février ayant eu lieu le soir même, le compte rendu des événements qui se sont déroulés ce jour-là s'en est trouvé incomplet. Si la manif pour les gens de Tarnac et contre la politique sécuritaire s'est bien déroulée sans incident notable, il n'en est pas du tout allé de même ensuite, car non seulement les personnes qui se sont attardées sur la place de Denfert en fin de manif étaient attendues par les flics dès leur descente dans le métro-RER, mais encore le chemin jusqu'au rassemblement prévu au centre de rétention de Vincennes a été balisé par les képis et lacrymos, et au total une quinzaine d'interpellations ont été opérées par la police dans la nuit.

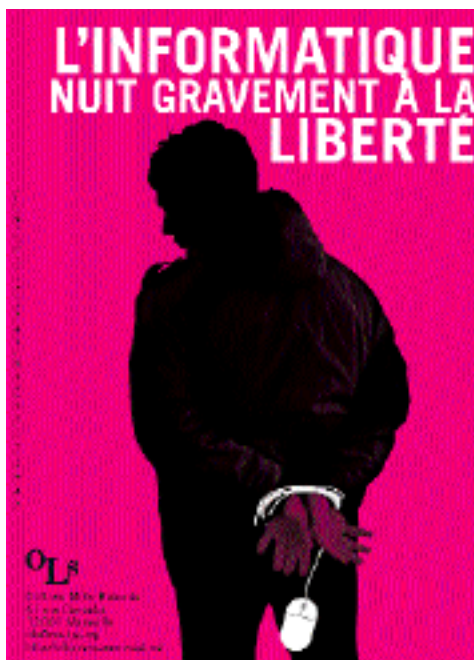
V

## Une vie « sans contact »

Depuis quelques années, toute une série de luttes contre les technologies se sont développées sans forcément se nommer comme telles. On pense d'abord au combat contre les organismes génétiquement modifiés (OGM). Des craintes, des peurs parfois, amenées par des innovations qu'on nous présente toujours comme un progrès, pour nous bien sûr. Une rupture historique dans la croyance en ce progrès inéluctable et toujours positif s'est donc opérée.

On avait déjà connu des résistances contre le nucléaire, mais celui-ci avait surtout le désavantage - contrairement aux OGM - d'être associé à l'armée en pleine Guerre Froide qui s'équipait de la bombe A. Plus récemment, et plus modestement, le démontage d'une antenne-relais sur demande de riverains dans la région de Lyon est l'iceberg émergé de multiples luttes contre ces antennes prévues essentiellement pour qu'on puisse téléphoner à toutes heures et en tous lieux. Ce sont aussi dans des lycées le refus de bornes de contrôle biométrique - par empreinte de la main - pour aller manger à la cantine. Mais ce sont aussi les professeurs, élèves et parents qui se sont opposés au fichier informatique « base élève » qui permettait de renseigner 59 champs d'informations sur chaque enfant ! On a aussi en tête les luttes contre la vidéosurveillance, luttes contre le wi-fi dans les bibliothèques, le refus du puçage des moutons de la part de certains éleveurs, bref, de multiples résistances partielles qui témoignent d'inquiétudes face à une idéologie du progrès qui rime avec mieux-être... du profit surtout. Le boom de l'agriculture bio à la fin des années 1990 est bien un refus de la productivité grâce aux engrais et autres trouvailles chimiques censées nous nourrir plus facilement. L'enjeu de ces prochaines années est bien de réussir à associer à la question écologique la question technologique, pour refuser toutes les poutres innovantes - moteur à eau, énergie non polluante - qu'on voudra nous imposer pour soi-disant sortir de l'impasse environnementale dans laquelle nous sommes. Le forum ICTF est bien le symbole d'une industrie qui cherche à imposer plus que sa technologie, un mode de vie.

Mi-juin, à Marseille se tiendra le premier forum ICTF ce qui signifie en anglais



International Contactless Technologies Forum, et plus clairement en français, forum des technologies du « sans contact ».

Depuis quelques années, la région Provence Alpes Côte d'Azur s'est dotée en 2005 d'un « pôle de compétitivité » (réseau d'entreprise et de laboratoires de recherche soutenus par les pouvoirs publics) dans le domaine des Technologies de l'information et de la communication (TIC). D'ambition mondiale, il s'appuie sur les implantations des usines de géants mondiaux de la microélectronique en pays d'Aix (Atmel, STMicroelectronics) et de nombreuses startup dans le domaine, sur les industries du logiciel et du multimédia à Marseille, et sur l'histoire longue du technopole de Sophia Antipolis dans les Alpes maritimes, fourmillant de boîtes expertes en télécommunications. Derrière les activités portuaires, les TIC représentent le secteur d'activité industriel le plus important en Paca.

Son orientation stratégique est tournée vers la convergence de ces quatre technologies : le travail du silicium avec la microélectronique, le logiciel et les télécommunications qui rendent les puces / objets communicants, enfin le développement de contenu, avec le multimédia.

Dénommé « Solutions communicantes sécurisées » (SCS), ce pôle de compétitivité a vocation à booster l'innovation technologique et un de ses domaines d'excellence sont les technologies dites « sans contact », notamment la RFID. Les technologies sans contact sont la phase « aval », proche du marché, de la convergence des 4 métiers de SCS.

À ce titre, le pôle SCS héberge le Centre

national de référence RFID dans la ville de Rousset, dispose d'entreprises sur l'ensemble de la chaîne de construction des puces communicantes (« du silicium aux usages » selon leur slogan) et va organiser en juin 2009 le salon ICTF à Marseille, salon mondial de référence dans le domaine, qui va mêler expertises scientifiques et industrielles, avec stands d'entreprises et forums.

S'appuyant sur les thématiques de la connectivité, de l'identité, de la traçabilité et la mobilité, le marketing de SCS adresse principalement les marchés du sécuritaire, de la fraude, du contrôle des déplacements, voire de la spéculation foncière, mais aussi aujourd'hui de la technosanté (création d'un centre d'innovation d'usage au CHU de Nice - des chambres d'hôpital expérimentales, avec de vrais malades « volontaires », bourrées de matériel communicant). Sur ce dernier point, l'automatisation de l'hospitalisation à domicile est un des axes porteurs de la technosanté, face au manque de place dans les structures hospitalières et la non-disponibilité des proches.

Un monde « sans contact » qui s'appuie sur l'absence de lien social... drôle de pirouette qui en dit long sur « le futur plus sûr ».

À Grenoble, un collectif comme Pièce et main d'œuvre (PMO - [www.piecesetmaindoeuvre.com](http://www.piecesetmaindoeuvre.com)) est connu pour alimenter la critique et la résistance à la tyrannie technologique, en luttant notamment contre le développement du pôle Minatec à Grenoble (micro et nanotechnologies), lui-même un élément d'un plus vaste pôle, Minalogic.

PMO est l'auteur d'un ouvrage RFID : la police totale Puces intelligentes et mouchardage électronique (éd. L'échappée) : « Hors des laboratoires, des services vétérinaires et de logistique, peu de gens connaissent les RFID (Radio Frequency Identification), aussi nommées « étiquettes électroniques », « intelligentes », « smart tags », « transpondeurs », « puces à radiofréquences ». Ces mouchards, nés durant la Seconde Guerre mondiale, vont bientôt supplanter les codes-barres dans les objets de consommation, puis envahir les animaux, les titres de transport et d'identité, les livres des bibliothèques, les arbres des villes et finalement les êtres humains à l'aide de puces sous-cutanées : voici venu le temps du marquage électronique universel et obligatoire. Bientôt il sera criminel d'extraire de son corps sa puce d'identité. - Avez-vous quelque chose à vous reprocher? »

Richard Lupec (OLS)



# Délocalisations : Renault & PSA responsables et coupables

*Au fur et à mesure des années, Renault et Peugeot Citroën (PSA) ont outrageusement externalisé, délocalisé, fermé des sites et licencié. Aujourd'hui, alors que pour les salariés rescapé(e)s de ces entreprises cela sent franchement le roussi, chez les fournisseurs c'est l'hécatombe (1). La faute à qui ? Une fois de plus LEUR crise a bon dos. Si tous les sous-traitants de la filière automobile se cassent la figure les uns après les autres c'est surtout à cause d'une politique agressive des constructeurs à l'encontre de ceux qu'il est devenu inadéquat d'appeler leurs partenaires.*

**Externalisation, sous-traitance & prestation sont les mamelles de la tranquillité... des patrons**

Il fut un temps où toutes les activités au sein d'une société étaient occupées par des employé(e)s de cette même entreprise. Maintenant dans la majorité des corps de métiers, BTP, industrie, énergie, éducation etc., une multitude d'entreprises se répartissent le boulot par spécialités. Les raisons de ce saucissonnage sont multiples. Une des principales étant bien-entendu de diviser les salarié(e)s. Refiler les tâches les plus dangereuses à des petites boîtes qui se démerderont en cas d'accident, leur laisser le soin de gérer l'utilisation de sans-papier(e)s est également très séduisant. D'un point de vue flexibilité, la sous-traitance des services a un avantage incontestable. Avoir recours à des sociétés de prestations est beaucoup moins contraignant pour un patron qu'embaucher un CDD ou un CDI. De plus, une entreprise sous-traitante peut être régulièrement remise en concurrence ce qui permet de renégocier les contrats à la baisse. Enfin les velléités de revendications, débrayages ou grèves sont moindres quand on se retrouve à 10 prestataires (presta) sur un site de 4000 personnes...

Ainsi, au fil des ans, un grand nombre de sociétés se sont délestées des activités jugées non-essentiels ou non-productives. C'est l'externalisation. Pour certaines entreprises, cette dislocation ne s'est pas cantonnée aux activités non-stratégiques, contre toute logique elle en a également touché le cœur de métier.

**Savoir-faire contre savoir-faire-faire.**

Quand EDF préserve ce qu'elle considère comme son savoir-faire et sous-traite les tâches mortifères dans les centrales nucléaires, on a envie de gerber ; Mais dans la logique cynique et obscène de l'industrie de l'atome, cela reste cohérent. D'un point de vue professionnel, ce qui est plus troublant c'est le démantèlement de l'outil industriel tel qu'il a pu être opéré par les constructeurs automobiles français. Particulièrement chez Renault qui est passé en moins d'un demi-siècle d'une entreprise capable de créer des produits quasiment de A à Z à un statut de donneur d'ordres. Pour bien comprendre ce que représente la sous-traitance pour la société Renault, il suffirait de dresser une liste des secteurs dont elle s'est en partie ou complètement défaussée : Concessionnaires et garages, design, Conception, fabrication, gestion des bâtiments, magasins internes, la liste serait trop longue, la construction et la commercialisation d'une bagnole faisant appel à moult corps de métiers. Passons rapidement sur les emplois de structures regroupant les pontes et décideurs en tous genres, les nombreux services financiers, les ressources humaines, les achats de toutes sortes (foncier, machines-outils, matériels, pièces, prestations) etc. Soyons clairs, ces services représentent maintenant LE secteur stratégique de Renault ; Ici, peu de sous-traitance, si besoin on fait appel à l'intérim. Passées au second plan, la conception et la fabrication de véhicules. Dès le premier trait de crayon on a recours à la sous-traitance. Pour concevoir un moteur il faut faire appel à des experts en combustion, en méca-

niques des fluides, en étanchéité et tous autres types de spécialités exotiques... Mais cela fait longtemps que la politique Renault est de se débarrasser des spécialistes. Alors hop, on fait venir les prestas... J'en connais qui bossent chez Renault à plein temps depuis des années. Une fois que ces cadors ont déterminé les caractéristiques du moteur, les concepteurs (dessinateurs) entrent dans la danse... Mais mon brave monsieur, des dessinateurs estampillés du losange, il n'y en a plus guère. Et l'on a également pris soin de faire en sorte que ces personnes ne se spécialisent pas. Alors presta.

Bon, à ce stade du projet, seule la matière grise a été mise en branle. C'est alors qu'on « lance les consultations ». La société Renault qui a externalisé quasiment toutes ses activités - Emboutissage, fonderie (2), forge, plasturgie, optiques (phares), sellerie (sièges) etc. - n'est capable de réaliser qu'une infime partie des pièces constituant les véhicules qu'elle produit. On consulte donc les fournisseurs qui devront réaliser ces pièces aux cahiers des charges draconiens au meilleur prix et dans les meilleurs délais.

## L'intervention des cost killers

Avec l'externalisation et le démantèlement des grands groupes industriels, une catégorie de personnels s'est beaucoup développée : Celle des acheteurs et acheteuses. Ces cost killers sont le bras armé d'une machine impitoyable. Leur but est d'acheter à moindre coût, leur moyen est la mise en concurrence avec des sociétés basées dans les pays « émergents », les conséquences de leur action sont les délocalisations.

Chez Renault on achète de tout, on retrouve donc ces cost killers dans tous les domaines, du papier hygiénique aux usines clé en main. Pour illustrer la façon de travailler de ces gens, je prendrai 2 pièces simples comme exemples :

L'enjoliveur moteur ou cache de style. Si vous ouvrez un capot, vous ne pourrez loupier cette pièce en plastique censée cacher la misère en couvrant le moteur. Renault ne

produisant aucune pièce en plastique, il faut trouver un sous-traitant plasturgiste pour fabriquer et livrer ces enjoliveurs dans les quantités annuelles demandées.

• Etape 1 : Consultation d'un panel de fournisseurs constitué de sous-traitants dits HCC (3), basés en France, Espagne, Allemagne ou autre pays d'Europe de l'Ouest. Sont ajoutés à ce panel des fournisseurs dits LCC (4), basés dans les pays à bas coûts comme le Portugal, la Turquie, l'Inde, la Chine, la Corée etc.

• Etape 2 : Les fournisseurs consultés remettent leurs copies. Les offres de prix remises par les fournisseurs LCC servent de lièvres aux fournisseurs HCC.

• Schématiquement, Pour obtenir le marché, un fournisseur doit proposer l'enjoliveur à un prix correspondant à ce que Renault considère juste de payer (!). Les fournisseurs HCC sont déjà mal barrés car le prix de pièce estimé par le constructeur l'est toujours sur des bases LCC (5). Autre handicap, les primes annuelles des cost killers et de leurs chefs sont proportionnelles au pourcentage de fournisseurs exotiques affectés (6).

• Etape 3 : La négociation (négo). Même pour Renault, choisir d'emblée un fournisseur LCC c'est un peu l'aventure, qu'à cela ne tienne, autant faire en sorte que ce soit le fournisseur qui s'y colle. Les fournisseurs HCC dont la technicité, la qualité des produits et la réactivité sont quand même reconnus n'ont qu'à ouvrir des sites de production dans des pays à bas coûts (pas forcément en Azerbaïdjan). Soyons honnêtes, nombre de ces fournisseurs qui se sont installés dans des pays lointains n'ont pas attendu que les constructeurs automobiles le leur demande. Les patrons des firmes automobiles n'ont pas le monopole de la course au profit maxi. Maintenant, ceux qui se croyaient plus malins que les autres en vendant au prix fort des pièces manufacturées à moindre coût en LCC deviennent les dindons de la farce car les constructeurs demandent leur part du gâteau. Illustration : C'est comme si, alors que la firme fabriquant vos jeans préférés vient de délocaliser, vous demandiez à votre revendeur de déduire de la valeur dudit pan-

talon l'écart entre le produit initialement manufacturé en France et celui fabriqué au Maroc... Vous vous feriez rire au nez non ? Et bien pas Renault ni PSA. Bref, dans le cas qui nous intéresse, le mieux serait que notre enjoliveur soit fabriqué par un fournisseur occidental (bureau d'études en Europe, pas de problèmes de langue, de normes, de transmission des données informatiques etc.) qui possède un site de production en LCC. Si notre fournisseur occidental est peu enclin à l'exotisme, on le pousse un peu du coude pour qu'il envisage au plus tôt une délocalisation (7). Si malgré la force de conviction des cost killers, pour une raison (mauvaise évidemment) ou pour une autre, le(s) fournisseur(s) présent(s) ne propose(nt) pas de scénario LCC, on peut se rattraper sur les investissements.

• Etape 4 : Dans le monde de l'automobile, les investissements spécifiques nécessaires à la réalisation des pièces achetées sont la propriété du constructeur. Dans le cas présent, il s'agit en particulier du moule. Les fabricants de ces outillages sont appelés *rang 2* (fournisseur du fournisseur de *rang 1*, l'interlocuteur du constructeur). Ainsi, la négo est menée sur 2 tableaux : Le prix de pièce et le prix des outillages. Le constructeur est gagnant en tous points s'il obtient de son fournisseur de *rang 1* qu'il produise en LCC et qu'il fasse faire ses outillages idem. Mais toutes les combinaisons sont possibles, l'essentiel étant pour les cost killers qu'apparaisse dans l'offre du fournisseur retenu le graal LCC. Ainsi il existe chez Renault des équipes de cost killers dits *vendor tooling* (8) dont le but premier est de négocier les outillages. Il est de leur attribution d'inciter (le mot est faible) les fournisseurs de *rang 1* à acheter leurs outillages à des *rangs 2* basés en LCC.

• Nota : Il ne vous a pas échappé que les fournisseurs LCC ont disparu en chemin... Ce n'est que partie remise. Une fois qu'on les a bien fait marnier sur leurs offres (on négocie naturellement à la baisse aussi avec ces fournisseurs) sans réelle intention de les affecter, qu'ils ont bien servi de lièvres, on les met de côté. Et quand notre enjoliveur aura été produit quelques années par le fournisseur dit *développeur* (9) et qu'il n'y aura plus de problèmes de mise au point, le constructeur décidera de ressourcer, c'est-à-dire qu'il remettra en concurrence les fournisseurs comme on l'a vu plus haut

avec les prestataires mais cette fois-ci avec une pièce complètement définie, sans aucune surprise et sur laquelle plus aucun développement n'est nécessaire. C'est là que nos fournisseurs LCC dits de *copy part* (pièces copiées) sont susceptibles d'être affectés au grand dam du fournisseur initial qui s'est tapé (au rabais) les études, le développement, les essais, les mises au point, les investissements et les éventuelles acquisitions de sites en LCC. Ça valait le coup. On ne va verser de larmes sur les pòvres patrons de ces sociétés mais il faut reconnaître que le procédé est quelque peu cavalier.

• Etape 5 : Le fournisseur est enfin choisi. Oh joie...de courte durée. Durant les trois ans en moyenne qui séparent la consultation de la livraison de la première pièce série, notre enjoliveur en plastoc quelconque et de forme basique et devenu une pièce toute biscornue en matériau super noble, résistant aux chocs frontaux avec rhinocéros et aux explosions nucléaires. Ajoutons à cela qu'il a doublé de volume et qu'avec un peu de chance on lui a rajouté quelques fonctions supplémentaires. Le fournisseur qui a déjà toutes les peines à se faire payer en temps et en heure, doit souvent s'asseoir sur les frais supplémentaires dus à ces évolutions. Une fois de plus, le constructeur gagne sur tous les tableaux.

• Etape 6 : Le renouvellement des outillages. Quand le moule de notre enjoliveur est usé, il faut en faire fabriquer un nouveau. C'est là que la stratégie LCC se fait plus pressante encore. Ci-après des extraits d'un courrier adressé le 07 janvier 2009 aux sous-traitants émanant des cost killers en chef de Renault : « Lors de notre convention Vendor Tooling du 1er octobre 2008, nous vous avons exposé nos besoins et notre volonté de réduire les investissements, en utilisant entre autres, une stratégie LCC plus offensive. Le renouvellement des outils existants est une des meilleures opportunités à initier ou à renforcer dans la stratégie LCC. En effet, il présente un risque limité en termes de délai et de qualité. Par conséquent, nous vous demandons de bien vouloir piloter la réduction des investissements de ces outillages à renouveler via votre stratégie LCC offensive » (10). Renault n'y va pas par quatre chemins, plus loin sont mentionnés la Corée, la Chine et l'Inde. Dont acte.

La pompe à huile. Pour ce second exemple, le processus est rigoureux

sement le même que ci-dessus. La différence étant que l'on fait ici appel à des équipementiers. Qu'est-ce donc que cette espèce-là ? Les équipementiers sont des fournisseurs (*rang 1*) qui développent complètement le produit. Les produits pour lesquels on fait appel à ces multinationales - turbos, pots catalytiques, pompes à huile ou à eau, etc. - sont tellement spécifiques et demandent un tel savoir-faire que les constructeurs ne mettent pas le nez dedans. Parmi les plus connus, on trouve BOSCH, VALEO, FAURECIA, DELPHI ou CONTINENTAL. Ces firmes sont très solides techniquement et respectées à ce titre. Économiquement, elles s'en sortent mieux que les autres. C'est pourquoi elles ne s'en laissent pas trop conter par les constructeurs automobiles. Ces multinationales ont des sites à peu près partout dans le monde et choisissent elles-mêmes l'usine où elles comptent produire ou assembler la pièce pour laquelle elles sont consultées. Évidemment le LCC n'a pas de secret pour elles. Leur corps de métier étant la conception de A à Z et éventuellement l'assemblage, les équipementiers - fournisseurs de *rangs 1* - se fournissent eux-mêmes chez des fondeurs, emboutisseurs, plasturgistes et autres transformateurs qui, pour le coup, deviennent des *rangs 2* pour le constructeur automobile. Comme on l'a vu plus haut, ces *rangs 2* ont eux-mêmes des fournisseurs, les *rangs 3* qui pourront faire faire les parties non nobles de leurs outillages chez des *rangs 4*. Et ainsi de suite... Vous suivez ? Quel que soit le nombre de maillons que compte cette chaîne, les cost killers & *vendor tooling* n'auront de cesse d'inciter les équipementiers à trouver leurs fournisseurs en LCC.

Mais ne vous y trompez pas, aux yeux de Renault ou PSA, il ne s'agit pas ici de délocalisation.

## Le LCC est mort, vive le LCC.

On vous l'a dit à la radio et à la télé : La délocalisation, c'est mal. Alors les journalistes, relayés par les politiciens n'arrêtent pas de questionner, de sermonner, voir de menacer le pòvre Carlos Ghosn sur ce sujet. Il est vrai qu'en ce qui concerne la firme au losange, cela tourne à la monomanie... Les dirigeants de Renault se plaignent d'être systématiquement dans l'œil du cyclone mais l'état possédant entre 15 et 18 % des actions de cette

société, n'est-il pas un peu légitime que cette dernière rende des comptes. D'autant que la délocalisation a été élevée par Renault au rang de discipline olympique. Dernier épisode et non des moindres, le gouvernement français a signé avec les constructeurs automobiles un "pacte" qui leur accorde six milliards d'euros de prêts à 6% sur cinq ans en contrepartie d'engagements sur l'emploi. Les deux constructeurs français, Renault et PSA se partageront à part égale cette aide conditionnelle, assortie d'un « code de performance et de bonnes pratiques ». Ce pacte remet en cause plusieurs pratiques délétères en vigueur dans l'industrie automobile française. Ainsi sont abordés entre-autre les délais de paiement, la rétribution des frais d'études et les objectifs LCC. Sur ce point, voici ce qui est écrit : « Le client s'interdit d'exiger qu'une part minimale des productions du fournisseur ou sous-traitant, ou de ses achats soit réalisée dans des pays à bas coût sans justification économique objective fondée sur le prix rendu. En particulier, le client s'interdit d'utiliser un critère relatif à une telle part minimale dans ses processus internes d'évaluation et de définition des rémunérations fixes et variables de ses collaborateurs. » Ce programme, s'il était respecté, serait une mini-révolution chez Renault. Madame Lagarde, Monsieur Chatel (11), au 27 février 2009, je peux vous garantir que sur ce point, la seule chose qui ait changé chez Renault c'est l'utilisation du terme MCM (Meilleure Compétitivité Mondiale) à la place de LCC devenu non grata. On n'arrête pas le progrès.

C'est promis, Renault ne délocalisera pas.

Les dirigeants de Renault et PSA peuvent bien affirmer la main sur le cœur et des trémolos dans la voix qu'ils ne délocaliseront pas, comme on l'a vu ils font fi des promesses et des pactes. La description ci-dessus du processus achats n'a pas pour but de vous familiariser avec le monde merveilleux du commerce. Elle démontre que si ces deux constructeurs n'envisagent pas officiellement de fermetures d'usines en France, par leur attitude agressive voire guerrière à l'encontre de leurs sous-traitants (n'est-il pas question de stratégie, d'offensive) ils sont grandement responsables des délocalisations, des dépôts de bilans en cascades dans l'industrie automobile hexagonale et, par contrecoup, de la



mise à la rue de milliers de salarié(e)s.

O Cangaceiro

(1) Pour constater l'ampleur des dégâts, je vous engage, si vous avez le moral, à taper sur votre moteur de recherche internet : Mediapart : la carte de la crise sociale.

(2) Il reste encore en France l'usine de Flins où certaines pièces de carrosserie sont embouties. Pour la fonderie, outre la fonderie Dacia en Roumanie et l'usine du Mans, le groupe Renault a réintégré la fonderie de Cléon en avril 2008 par le biais de la SOFIMIN, une filiale détenue à 100 % par Renault SAS. Ça sent le montage financier à plein nez... Pour rappel, la fonderie de Cléon avait été externalisée en 1999.

(3) HCC : High Cost Country.

(4) LCC (vous avez lu les CA n°178 & 187 ou pas ?) : Low Cost Country. Répartis en soft LCC (Portugal, Turquie, Roumanie...) et hard LCC (Inde, Chine, Corée du sud). On verra plus loin que ce terme est en passe de devenir caduc.

(5) Grosso-modo, dans le prix de votre pièce vous avez :

=> la valeur matière (ici du plastique) sensiblement identique quel que soit le lieu de production. Là tout le monde est à égalité.

=> Les consommations : Parc machine, énergie, composants divers. Ces Coûts ne sont pas forcément moindres en LCC.

=> La valeur ajoutée : Principalement composée de la main d'œuvre. Inutile de dire que c'est sur ce poste que les fournisseurs LCC sont inégalables.

(6) Conséquence des états généraux de l'automobile, ce critère ne doit plus être utilisé dans le processus d'évaluation

des salarié(e)s... Mais cela reste très théorique.

(7) Entre le moment de la consultation des fournisseurs et la livraison de la première pièce série, il s'écoule approximativement 3 ans, ce qui laisse à une entreprise le temps de travailler conjointement au développement du produit sur son site de production initial ainsi qu'à l'acquisition et l'organisation d'un site en LCC, perspective séduisante pour le client. Quand ce nouveau site sera prêt, allez hop on délocalise et tout le monde est content... Sauf les salarié(e)s.

(8) Traduction impossible. Disons Ache-teur d'outillages.

(9) Schématiquement un fournisseur est développeur s'il a la possibilité de faire l'étude de la pièce puisque, comme expliqué plus haut, les constructeurs automobiles n'ont plus les concepteurs capables de le faire.

Pour accéder à ce titre, il faut avoir le bureau d'études adéquat (bonne connaissance du produit, concepteurs parlant une langue connue et capables éventuellement de venir travailler « sur site »), des moyens d'essais et de contrôles maousse etc. Bref, ça ne fait pas plaisir à tout le monde mais les développeurs sont majoritairement des fournisseurs occidentaux... Donc chers. D'aucuns diront que la qualité doit se payer mais ceux-là ne comprennent rien au riant monde de l'automobile.

(10) On remarquera la syntaxe approximative... Probablement LCC.

(11) Secrétaire d'État chargé de l'industrie et de la consommation. Cosignataire avec C. Lagarde du « Code de performance et de bonnes pratiques relatif à la relation client-fournisseur au sein de la filière et de la construction automobile ».

## Un monde bien compliqué

**Donc, promis, juré, les industriels qui vont être aidés ne délocaliseront plus... Ils l'ont juré la main sur le cœur. Et ils vont certainement tenir leur promesse. Car ça veut dire quoi, délocaliser, et surtout ne pas délocaliser ??? Quand Renault rachète Dacia, une entreprise roumaine, ce n'est pas de la délocalisation, c'est un investissement à l'étranger. Et s'il rachète cette usine, ce n'est pas pour la fermer, ni pour y envoyer ses propres salariés avec des salaires d'expatriés évidemment. Mais si Renault possède des usines en Roumanie qui emploient des ouvriers roumains, il est normal qu'il y produise des bagnoles. Renault ne rachète pas Dacia seulement pour produire des Dacia, il rachète Dacia aussi pour produire des Renault en Roumanie. Donc, des ouvriers roumains en Roumanie produisent des Renault qui seront achetés par ceux qui ne sont pas encore licenciés en France, mais ce n'est pas de la délocalisation. Vous me suivez?**

### Entreprise, où es-tu?

Déjà, savoir ce qu'est une entreprise n'est en réalité pas si simple. Restons dans l'automobile par exemple. A votre avis, combien de salariés travaillent à P.S.A. (Peugeot Société Anonyme)? Vous ne savez pas très bien, mais vous pensez en milliers? Vous avez tout faux. P.S.A. compte environ 400 salariés... C'est que P.S.A. n'est que la société mère de Peugeot. Toutes les usines Peugeot et Citroën ne sont que des filiales, c'est-à-dire des sociétés juridiquement distinctes. Peugeot, comme toutes les grandes entreprises, est un groupe, c'est-à-dire qu'il y a une société mère qui contrôle un ensemble de filiales. A chaque filiale son Comité d'Entreprise (si elle est assez grande), éventuellement son accord d'entreprise,

voire sa Convention Collective... De bagarres en bagarres, les syndicats ont fini par obtenir des C.C.E. (comités centraux d'entreprises), mais les représentants aux C.C.E. sont forcément éloignés de la base, de plus en plus bureaucratiques au fur et à mesure que la taille du groupe augmente.

Donc, a priori, un groupe est reconnu et ses salariés doivent avoir à peu près des avantages sociaux comparables. Il devient donc important de connaître les frontières de l'entreprise, c'est-à-dire du groupe. Il faut donc regarder les participations financières. Si on prend les sociétés dont 100% du capital est détenu par P.S.A. (Peugeot Citroën Automobiles, Automobiles Citroën, Automobiles Peugeot, Société Anonyme de Réassurance Luxembourgeoise, ...), pas de

souci, elles font bien partie du groupe. Pourquoi avoir des sociétés distinctes dont on possède 100% du capital, me direz-vous? Pas seulement pour diviser pour mieux régner, mais aussi parce que chaque société est une entité officiellement autonome. Si Peugeot Motocycles dépose son bilan, c'est Peugeot Motocycles qui est responsable des dettes, pas P.S.A., c'est Peugeot Motocycles qui assumera le plan social, etc... Si P.S.A. est majoritaire dans le capital, c'est-à-dire ne possède pas tout et a trouvé des hommes d'affaires, banques ou fonds de pension que ça intéressait de devenir actionnaires et donc de mettre de l'argent sur la table (Faurecia ou P.S.A. Finances par exemple), on considère encore que ces sociétés font partie du groupe.

Mais si P.S.A. a une participation minoritaire (possède moins de 50% du capital)? Rien n'oblige à faire paraître dans les comptes officiels ces sociétés comme appartenant au groupe. En réalité, tout dépend de la structure du capital. Si on a convaincu plein de petits épargnants d'investir, si aucun actionnaire ne possède plus de 5% du capital et que P.S.A. en possède 20%, il est clair que c'est P.S.A. qui dirige, qui nomme le P.D.G., etc... Mais officiellement, la société est indépendante, et P.S.A. n'est pas engagé.

Imaginons maintenant une entreprise moyenne, familiale pour faire bien traditionnel, dont le gérant n'est autre que le petit fils du fondateur. Rien à voir avec P.S.A. Sauf que plus de 50% de son chiffre d'affaires vient de P.S.A. De

fait, cette entreprise est dépendante de P.S.A., on peut en réalité la considérer comme une filiale, mais totalement à ses risques et périls cette fois-ci. Il faut savoir que dans l'industrie une proportion très importante de P.M.E. est dans cette situation. Surtout si on considère qu'avec même seulement 30 ou 40% de son chiffre d'affaires avec un seul client, une petite entreprise est virtuellement en faillite si le groupe en question interrompt brutalement ses commandes.

De fait donc, les entreprises sont des galaxies de société, avec des contrôles en cascade, la société mère contrôle des filiales qui contrôlent elles-mêmes d'autres filiales, etc. Ce contrôle peut-être total, partiel, ou simplement un rapport de forces en faveur des grandes entreprises au détriment des petites. En réalité, un salarié ne sait pas toujours qui est son employeur, ou plus exactement qui dirige son employeur.

Or nous vivons dans un « monde libre », c'est-à-dire plus exactement dans un monde où le capital a la liberté de circuler. Rien n'oblige la société mère à être située dans le même pays que ses filiales. Rien ne l'oblige non plus à s'approvisionner à l'intérieur de ses frontières nationales. Vous reprenez depuis le début, vous y rajoutez que des frontières physiques traversent ces galaxies, et vous essayez ensuite de m'expliquer ce qui est une délocalisation et ce qui n'en est pas...

Mais dans ce « monde libre », les frontières n'ont pas été abolies

pour autant. Les législations restent nationales, les sources statistiques aussi. Chaque Etat compte sa richesse à l'intérieur de ses frontières, nombre d'entreprises, valeur ajoutée, et nombre de salariés. Chaque Etat s'enorgueillit de ses exportations et tâche de limiter ses importations. Aucun ne précise dans ses exportations la part qui correspond à du commerce entre filiales d'un même groupe. D'après certains, mais les chiffres restent très opaques, ce type de commerce représenterait plus de la moitié du commerce mondial. En général, les entreprises les plus exportatrices sont aussi les plus importatrices. Naturellement, lorsqu'il s'agit de commerce entre filiales, les prix ne veulent plus rien dire, ou plus exactement ils sont le résultat de savants calculs pour savoir dans quel pays il est intéressant de faire apparaître la valeur ajoutée...

Bref, tout ça est un maquis dans lequel il est très difficile (impossible?) de se retrouver.

## « La vie, la santé, l'amour sont précaires, pourquoi le travail échapperait-il à cette loi ? »

Citation de Laurence Parisot, présidente du MEDEF

Ce n'est pas l'amour de la complexité qui a mené à tout ce bazar, mais le rejet de l'incertitude par les entreprises, la précarité et les aléas, c'est très bien, mais pour les salariés seulement...

Pendant les « 30 Glorieuses », la période de croissance qui s'étend de la fin de la reconstruction à la fin des années 60, le niveau de vie s'élevait, du moins dans les pays développés, et la consommation de masse avec. C'est la grande époque de la première voiture, de la première télé, de la première chaîne hi-fi, etc. Sauf qu'aujourd'hui, ces éléments font partie de l'équipement de base, et le marché est saturé. Il ne s'agit plus de proposer un frigo, mais un frigo "plus mieux", ou en tous les cas légèrement différent de celui du voisin. La demande est devenue incertaine. Or, la production à grande échelle était basée sur la standardisation des produits et la prévision de la demande. Depuis le début des années 80, les grandes entreprises se sont

lancées dans une course à la flexibilité. Autrement dit, elles ont cherché des moyens d'avoir une production plus souple, plus variée, sans pour autant diminuer leurs profits. Cette recherche est passée par une modification de l'organisation du travail à grande échelle, mais aussi par le rejet des risques sur les salariés et sur l'extérieur.

Le rejet des risques sur les salariés porte un nom, c'est la précarisation: multiplication de l'interim, des C.D.D. Cette précarisation concerne aussi les salaires par le biais des horaires variables, flexibles, décalés, du calcul annuel du temps de travail, tous éléments qui rendent les salaires de plus en plus variables, et pas vraiment vers la hausse. Cette précarisation a pris aussi une forme plus insidieuse: l'externalisation. Les groupes se sont mis à faire sous-traiter une partie de leur activité, et d'abord les activités connexes. Par exemple, plus aucune entreprise n'emploie de personnel de ménage, elles font toutes appel à des sociétés de nettoyage. L'informatique est souvent sous-traitée à des sociétés spécialisées. En quoi ceci induit-il une précarisation des salariés? De trois façons. D'une part, aujourd'hui, sur un lieu de travail, il est devenu fréquent que les salariés qui se cotoient ne dépendent pas du même employeur, de la même convention collective, du même syndicat... Ceci contribue à diviser les salariés. Ensuite, les salariés des sociétés sous-traitantes sont là pour des « missions », ils sont donc en quelque sorte en C.D.D. dans l'entreprise où ils travaillent même lorsqu'ils sont en C.D.I., et ils ont d'ailleurs couramment des C.D.D. de leur employeur pour la durée de chaque mission. Enfin, ceci permet de faire pression sur l'entreprise (sous-traitante) et ses salariés. Les missions ne sont pas renouvelées automatiquement, les sous-traitants doivent obéir à un cahier des charges précis, sont remis en concurrence avec d'autres entreprises à chaque renégociation de contrat et doivent accepter des délais de paiement importants. Cette pression sur les sociétés prestataires se reporte naturellement sur leurs salariés, rendus responsables de la poursuite des relations entre le donneur d'ordres et les prestataires, poursuite du contrat dont leur avenir dépend.

La flexibilité est passée aussi par ce que d'aucuns qualifient

d'entreprises-réseaux. Le P.D.G. d'Alcatel l'avait très bien résumé d'une phrase devenue célèbre: « Nous souhaitons être très bientôt une entreprise sans usine. » Il faut prendre cette boutade au pied de la lettre. Lorsqu'on parle de délocalisation, on pense installation d'une usine dans un pays étranger, où la main d'oeuvre est bon marché, pour assurer une production jusque là assurée en métropole. Ca existe encore, et couramment, mais ce sont là les multinationales de grand-papa. En effet, quel que soit le lieu où on plante une usine, il s'agit d'un capital bloqué sur place: il faut payer les machines, elles ne se déménagent pas comme ça, acquérir des locaux, etc. sans compter qu'au bout d'un temps la main d'oeuvre peut faire grève (pensez à Dacia...). C'est tellement plus simple et rapide de prendre une participation financière dans une société qui existe déjà localement. Si ça ne marche pas comme on veut, hop!, on revend ses participations pour partir ailleurs. Ce sont les fusions-acquisitions dont le nombre et les montants ont explosé ces dernières décennies à l'échelle mondiale. En plus, faire partie du capital local peut faire échapper à certaines barrières mises en place par des pays qui souhaiteraient trouver une certaine indépendance. Evidemment, pour faire ça, il faut qu'il existe déjà des sociétés et des usines. C'est pourquoi l'essentiel des investissements se concentrent dans les pays développés et les pays dits émergents, et donc pas forcément là où la main d'oeuvre est la moins chère. Mais on n'arrête pas le progrès et on a trouvé encore mieux. En effet, pourquoi investir dans des sociétés à la rentabilité incertaine? On peut chercher un fournisseur avec qui on passera un contrat pour des pièces ou des outillages précis, à charge pour lui de trouver comment les produire, quitte à sous-traiter lui-même. Ne vous laissez pas abuser par les images d'enfants travaillant à la main pour des tapis ou de femmes se tuant la vue sur des fines coutures. Derrière ce qui peut ressembler à une forme archaïque de production se cache une production entièrement organisée par informatique: calcul des coupes, des pièces, calcul des temps. S'il revient moins cher d'employer une main d'oeuvre très bon marché à travailler à la main, on la fera travailler à la main tant qu'elle coûtera moins

cher que les machines, ça n'empêche pas les consignes et le travail de passer par les réseaux internet et autres clés USB.

On se trouve ainsi avec un système de sous-traitance en cascade, qui jongle par dessus les frontières, où les grands groupes se réduisent de plus en plus à des concepteurs, des stratèges commerciaux, et des organisateurs, la production elle étant organisée par le biais de sous-traitance en cascade et sous des formes diverses: filiales ou fournisseurs indépendants. Il est donc des entreprises dominantes et des entreprises dominées, comme il est des économies dominantes et des économies dominées. Cette domination se superpose à l'exploitation. Les salariés des grands groupes sont exploités bien sûr, mais au fur et à mesure qu'on s'éloigne du centre, qu'on descend d'un niveau dans la sous-traitance, les salariés sont soumis à une précarité et une pression de plus en plus grandes, qu'ils soient en C.D.I. ou en C.D.D., qualifiés ou non. A leur exploitation en tant que salariés se rajoute les aléas de leurs employeurs eux-mêmes soumis à leurs donneurs d'ordre.

En ce qui concerne les délocalisations, elles ne sont que la partie émergée de l'iceberg. Le choix des lieux de production est complexe, et tient compte de l'ensemble des coûts: salaires, mais aussi productivité de la main d'oeuvre, coûts de transports, normes de qualité, taxes... Il dépend donc autant des fluctuations des cours du pétrole, des données politiques locales que des salaires. Mais par contre, ce qui est général, c'est une mise en concurrence internationale des fournisseurs entre eux et des salariés entre eux. Ce qui est constant, c'est le chantage à la délocalisation chaque fois que des revendications s'expriment, le chantage au changement de fournisseur chaque fois qu'il y a un litige. Ce chantage est réel: dans la mesure où les maisons mères sont de moins en moins les propriétaires directs des usines, ils peuvent d'autant plus facilement déménager à moindre frais. Ce que le patronat a réussi, c'est la mise en concurrence généralisée des salariés, des territoires, des Etats... En atteint-on aujourd'hui la limite???

Sylvie



# Brèves Brèves Brèves Brèves Brèves

## LES LUTTES QUE L'ON NE GAGNE PAS SONT CELLES QUE L'ON N'A PAS ENGAGÉES

Depuis mars 2007, Goodyear essayait de faire passer la production de ses 2 sites d'Amiens (Goodyear et Dunlop, 2 700 employés, intérimaires compris) en 4x8. Les consultations du personnel organisées à plusieurs reprises par la direction sont rejetées par le personnel. Le 11 juillet 2008, la direction annonce 460 suppressions d'emplois, dont 402 à l'usine Goodyear et 58 à Dunlop (ceux qui ont refusé les 4x8). Il faut savoir que les syndicats minoritaires auxquels s'est joint la CGT Dunlop ont signé le passage aux 4x8, avec une baisse de salaire de 10 %. La CGT Dunlop est exclu le 9 juillet 2008 par sa fédération et les principaux responsables passent à l'UNSA. La CGT et SUD de l'usine Goodyear s'opposent à cet accord. Une grève va durer jusque courant septembre.

Fin octobre, début novembre 2008, les lettres de licenciements sont envoyées par la direction. La CGT saisit le tribunal de grande instance de Nanterre qui annule le plan social. Aujourd'hui, les 500 licenciés travaillent toujours. 9 intérimaires ont été embauchés en CDI. Mais la direction a fait appel et cela sera jugé le 18 février 2009 et a mis en place le chômage technique. Au site Dunlop où le passage en 4x8 était censé augmenter la productivité, celle-ci aurait baissé de 10 %. Goodyear cherche un repreneur pour ce site. Aux élections prud'homales, la CGT a obtenu, sur les 2 sites, près de 80 % des voix, toutes catégories confondues. Si la cour d'appel de Versailles a donné raison récemment au groupe Goodyear-Dunlop sur la forme, un nouveau jugement en référé par le tribunal de Nanterre doit encore valider ou non les 500 suppressions d'emplois. Son arrêt donne en effet raison au groupe Goodyear-Dunlop, qui estime que les trois syndicats à l'origine du recours contre le plan social (CGT, SUD et CFTC) n'ont pas respecté les délais légaux en ne saisissant pas le juge des référés dans les 15 jours ayant suivi le comité d'entreprise. Mais la société est condamnée à verser 6 200 € à chacun des trois syndicats... pour

manœuvre destinée à gagner du temps.

## « ON COMMENCE VRAIMENT À EN AVOIR MARRE DE CETTE GAUCHE CAVIAR, CE N'EST RIEN D'AUTRE QUE LA DROITE VERSION LIGHT »

Début février, un mouvement de grève a secoué la mairie de Reims, passée à gauche lors des dernières municipales. Une inter-syndicale CGT-SUD s'est constituée (FO est sortie majoritaire aux dernières élections paritaires). «*Le conflit qui nous oppose à la mairie concerne l'augmentation des salaires de nos camarades de la catégorie C, mais aussi la résorption de la précarité et la dégradation du climat social en raison de la réorganisation*» (une réorganisation des services est cours, passant de 32 à 27, des directeurs de services passant à la trappe ou au placard, 350 agents vont passer de la Ville à Reims Métropole). Plus de 800 personnes ont participé au mouvement.

La grève est suspendue, suite aux propositions de Madame la Maire. Voici les principaux points de l'accord :

- le régime indemnitaire va être amélioré en 2009 avec un enveloppe de 850.000 euros pour tous les agents de catégorie C y compris ceux du CCAS et de la Caisse des écoles (pour atteindre 1 300 000 euros en 2013).

- la mise en place d'une «garantie prévoyance» qui assurera le maintien du salaire en cas d'arrêt maladie prolongé au-delà de trois mois (150 000 euros cette année pour atteindre 300 000 euros en 2013)

- un groupe de travail se réunira rapidement afin que des avancées significatives soient réalisées pour réduire la précarité des emplois.

- la démarche de réorganisation des services fera l'objet d'une attention redoublée afin d'entendre les inquiétudes et d'y répondre.

Les élus communistes se sont faits rappeler à l'ordre par la maire lors de ce conflit.

Un autre conflit opposant les salariés des Transports urbains rémois (TUR) à Transdev qui les dirige (membre du consortium MARS comprenant Reims Métro-

pole et les principaux acteurs de la construction du tramway) secoue depuis plusieurs mois la ville et son agglomération.

## VIVRE L'ANARCHIE. EXPÉRIENCES COMMUNAUTAIRES ET RÉALISATIONS ALTERNATIVES ANTI-AUTORITAIRES (XIX<sup>e</sup> ET XX<sup>e</sup> SIÈCLES)

Le Centre International de Recherches sur l'Anarchisme (CIRA) Limousin est une association loi 1901. Il a été créé en mai 2008. Tout comme ses prédécesseurs, les CIRA de Lausanne (Suisse) et de Marseille, sont but est de :

- Recueillir, conserver et mettre à la disposition du public les publications relatives au mouvement anarchiste, anarcho-syndicaliste et le mouvement social en général.

- Susciter et encourager les recherches historiques, sociologiques, littéraires et bibliographiques sur l'anarchisme, l'anarcho-syndicalisme et le mouvement social en général.

- De renseigner toute personne intéressée par ces questions.

Le CIRA est une association indépendante de toute organisation politique ou syndicale.

Afin de promouvoir les recherches sur les mouvements sociaux et libertaires, le CIRA organise du 1er au 3 mai 2009 un colloque au Château de Ligouze, près de Limoges. Le thème retenu est : *Vivre l'anarchie. Expériences communautaires et réalisations alternatives anti-autoritaires (XIXe et XXe siècles)*.

Pour financer ce colloque, le CIRA met en vente une cuvée spéciale de vin de Bordeaux : la cuvée Elisée 2005 (Appellation Graves de Vayres), vin élaboré par des descendants d'Elisée Reclus.

Prix de soutien : 50 euros la caisse de six bouteilles, 9 euros la bouteille. Chèques à l'ordre de "CIRA limousin"

Comment nous contacter :

Courriel : cira.limousin@free.fr

Adresse postale : Cira Limousin, Marsaléix 19700 Lagraultière

## UN NOUVEAU DIRECTEUR POUR LA RECHERCHE

Le président du comité de direction de l'Agence d'Evaluation de la Recherche et de l'Enseignement Supérieur dont tous les enseignants-chercheurs relèvent désormais, Jean-François DHAINAUT s'est fait récemment remarquer par ses propos: s'il y a si peu de femmes à l'AERES, c'est parce que selon lui, "les femmes, en plus de leur métier, doivent s'oc-

cuper de la maison, des enfants : elles n'ont donc pas de temps pour l'AERES." M. Dhainaut a le sens de la famille. Diplômée d'un DESS d'économie de la santé, sa fille Stéphanie est directrice adjointe de Paris Biotech, un institut semi-public qui aide au financement de start-up liées à la santé humaine, et dont les bureaux sont situés dans l'université de son père. On a donc quelques raisons de soupçonner le président de l'agence d'évaluation de la recherche française de népotisme. Avant de devenir président de l'Université Paris 5 (fonctions qui ont pris fin en 2008,) Jean-François Dhainaut a été doyen de la Faculté Cochin - Port-Royal de 1999 à 2004. Dans le cadre de ces fonctions, il a été "initiateur" en 2000 du "Bio-incubateur Biotech Paris-5", qui fournit un bon exemple de la conception nouvelle de la recherche que les réformes actuelles tentent d'imposer. Cette structure d'économie mixte associant Paris 5 / Cochin à l'INSERM, l'Ecole Centrale de Paris et l'ES-SEC est une "pépinière d'entreprises" spécialisées dans le secteur de la santé, en particulier dans l'industrie pharmacologique et les biotechnologies. Concrètement, Biotech met à la disposition de start-ups un certain nombre d'infrastructures et de moyens logistiques. Le site de Biotech, qui n'a pas été mis à jour depuis octobre 2007 précise que le fonctionnement est assuré avec "l'assistance de l'équipe de la Présidence de l'Université Paris 5 et des doyens des facultés de médecine et de pharmacie". On voit bien de quoi il s'agit: utiliser des infrastructures financées sur fonds publics pour développer des entreprises privées, mettre la recherche publique au service du secteur privé. Ce dont Jean-François Dhainaut a été l'"incubateur" dans l'Université qu'il dirigeait, c'est tout simplement la privatisation de la recherche et de l'enseignement supérieur que la communauté scientifique dénonce actuellement dans les réformes en cours.

**Pensez à  
renouveler  
votre  
abonnement  
à  
Courant  
Alternatif**

# MADAGASCAR

## Bienvenue chez Tiko : corruption et misère assurées...

Depuis deux mois, Madagascar connaît une tension sociale qui s'est déjà traduite par des centaines de morts et de blessés civils de tous âges et sexes, et que les médias expliquent souvent par la concurrence carriériste sinon l'incompatibilité d'humeur entre le président de la République Ravalomanana et le maire destitué d'Antananarivo Rajoelina. Une façon comode mais pour le moins grossière de masquer des causes autrement importantes, comme le lourd passé colonial de l'île et les règles du jeu imposées par le capitalisme dans les échanges économiques internationaux.



Pendant la Seconde Guerre mondiale, le Royaume-Uni a pris possession de Madagascar, qui appartenait à la France depuis 1896, pour la remettre – vu les circonstances et les alliances – à la France libre en 1943. Après l'insurrection déclenchée par le Mouvement démocratique de la rénovation malgache (MDRM) en 1947 et sa

répression aussi féroce qu'arbitraire par les autorités françaises (celles-ci reconnaissent officiellement 89 000 morts), l'île est devenue un territoire d'outre-mer jusqu'au 26 juin 1960, jour où elle a enfin obtenu son indépendance. Mais l'enseignant Tsiranana, qui a été le premier Président de la République autonome, a maintenu une

dépendance si évidente par rapport à l'ancienne métropole (entre autres par la présence de techniciens français dans tous les rouages de l'administration et de l'économie) que le mécontentement contre son régime a grandi avec la misère, provoquant des explosions sociales (sévèrement matées) en 1971 et 1972. Ses successeurs ont veillé à ce que la situation néocoloniale du pays saute moins aux yeux sans que les intérêts de la France s'en trouvent pour autant affectés ; et ils ne se sont guère distingués entre eux, entre 1972 et 2002, que par la couleur de leur uniforme (général Ramatsoa, colonel de gendarmerie Ratsimandrava, capitaine de frégate Ratsiraka...).

A Madagascar comme dans bien d'autres ex-colonies, la pratique du pouvoir consiste en effet à s'enrichir par l'entretien de la corruption dans l'administration, la restriction des « libertés démocratiques » et l'usage de la force publique contre la contestation sociale. De quoi détruire le moindre espoir de changement social, alors que l'horizon est déjà complètement bouché par les méfaits de l'organisation mondiale capitaliste : dans cette île pourtant vantée comme unique pour la richesse de ses ressources naturelles, qui autorise toutes les cultures vivrières, et où la population, aux trois quarts rurale, offre une main-d'œuvre jeune et abondante, il règne une extrême pauvreté... et l'« insécurité alimentaire » ne cesse de grandir.

Même l'épisode Ratsiraka, chef d'Etat et de gouvernement à partir de 1975, avec sa Charte de la Révolution socialiste et son parti Avant-garde de la Révolution malgache (Arema), n'est pas sorti du terrain balisé corruption-répression. Après un début de mandat où il a mis fin à la présence militaire française et contrôlé les échanges vers l'extérieur, il a dérivé vers un ultralibéralisme dont les effets ont une fois de plus entraîné des

soulèvements contre le pouvoir ; et il y a répondu comme d'habitude, en lâchant les militaires contre les manifestant-e-s, avec pour conséquence de nombreuses victimes. Enfin, quand il a perdu aux élections de 2002 contre le richissime homme d'affaires Marc Ravalomanana, il a quitté l'île pour la France avec semble-t-il des comptes en banque bien garnis.

Ces élections de 2002 qui ont donc amené au pouvoir l'actuel Président se sont elles aussi déroulées selon les méthodes courantes de la classe politique insulaire. Ravalomanana, maire d'Antananarivo, a affirmé avoir gagné la présidentielle dès le premier tour... sur la base de procès-verbaux que des hommes à lui étaient allés chercher avec ses hélicoptères personnels partout dans l'île. Et comme Ratsiraka s'ingéniait à imposer un second tour et décrétait une modification à 80 % de la haute cour constitutionnelle chargée de valider le résultat des élections, Ravalomanana s'est autoproclamé président de la République. Son adversaire a riposté en érigeant des barrages routiers pour asphyxier la capitale, ce qui a paralysé le pays – et permis déjà aux médias d'attribuer l'extrême pauvreté de sa population à ces péripéties électorales. La période de tension n'a pris fin que quand l'ancienne haute cour a déclaré Ravalomanana vainqueur dès le premier tour avec 51 % des voix contre 44 %.

### BREF RAPPEL DES ÉVÉNEMENTS RÉCENTS

Devenu au fil des ans très impopulaire, Ravalomanana n'est sans doute resté au pouvoir que parce qu'il ne tolère aucune opposition – Ratsiraka et ses proches menant campagne contre lui depuis la France. En même temps qu'il s'employait activement à accaparer les richesses de l'île, le Président y a



en effet supprimé toutes les libertés publiques, allant jusqu'à l'emprisonnement ou à l'élimination physique de ses ennemis (voir encadré ci-dessous).

C'est pourquoi l'arrivée sur la scène politique du jeune mais lui aussi très riche maire d'Antananarivo, Andry Rajoelina – surnommé TGV pour son caractère fonceur –, lui déplait autant. Aux municipales de décembre 2007, Rajoelina l'ayant emporté avec 63 % des voix contre le candidat du parti présidentiel, Ravalomanana confisque en représailles les recettes prévues pour l'assainissement de la ville, et le nouveau maire se trouve confronté à des dettes colossales. Les ordures ne sont ainsi pas ramassées pendant des semaines du fait du non-paiement du carburant des camions-bennes...

Les relations dégénèrent vraiment entre les deux hommes avec la décision présidentielle de fermer la chaîne de radiotélé Viva appartenant à Rajoelina, le 13 décembre 2008 (sous le prétexte qu'elle a diffusé des propos de Ratsiraka « susceptibles de



Émeutes et pillages, 26 janvier 2009

troubler l'ordre et la sécurité publiques »). Le même jour, Rajoelina demande la réouverture de sa radio, et rassemble autour d'une « plate-forme pour la démocratie » partis, syndicats

et associations. Il attaque férocement le chef de l'Etat, procédant à un grand déballage des affaires publiques, et se fait l'écho de la misère sociale, ce qui le rend populaire. Le journal *La Vérité* et *Madagate.com* deviennent les porte-parole d'une « révolution orange » à la malgache servant à accréditer, notamment aux yeux de l'étranger, la légitimité de l'action menée par Rajoelina. Celui-ci invite alors la population à l'inauguration d'une place de la Démocratie à Antananarivo le 17 janvier 2009. 40 000 personnes y participeront.

Le bras de fer des deux politiciens se durcit le 26 janvier : des milliers de personnes se rassemblent au nouvel appel de Rajoelina (qui s'est déclaré deux jours auparavant prêt à assurer un gouvernement de transition). Son discours enflammé contre le régime (« Le pouvoir appartient au peuple, il peut se l'accaparer... ») va trouver une immédiate traduction concrète dans l'incendie de magasins Tiko et d'autres sociétés appartenant au Président après que leurs stocks de riz, cahiers et bouteilles d'huile ont été emportés par la population. Mais les locaux des investisseurs étrangers ne sont pas davantage épargnés : un certain nombre partent en fumée une fois dévalisés – et il en va de même pour le siège de la radio nationale. Puis des affrontements ont lieu devant MBS, la télé privée de Ravalomanana, où les mercenaires qui en défendent l'accès tuent par balles un ado-

lescent (les forces de l'ordre sont, elles, invisibles). Le Président rentre vite d'Afrique du Sud où il s'était rendu à un sommet ; accueilli à l'aéroport par des milliers de gens et la majorité de ses ministres, il accuse Rajoelina d'avoir lancé un « appel à la révolte et la désobéissance civile » relevant du coup d'Etat.

Les jours suivants, émeutes et pillages continuent (avec 68 morts dans le pays en une semaine, selon la gendarmerie), et la contestation que cherche à cadrer Rajoelina prend une soudaine ampleur. « Les émeutiers ne sont pas des partisans [du maire, mais] des bandes organisées, une armée de crève-la-faim, explique le rédacteur en chef de *L'Express de Madagascar* sur *Afrik.com* le 28 janvier. [...] C'est une explosion sociale. [...] Les conditions sociales se sont dégradées : les revenus sont très bas, les soins médicaux et les frais de scolarité coûtent très cher. [En face,] Rajoelina souhaite la vente de l'avion présidentiel *Force One*, qui a coûté 68 milliards de dollars, pour acheter des vivres à la population. Il veut également que le contrat entre l'Etat et la compagnie sud-coréenne *Daewoo Logistics* (voir encadré page suivante), sur l'octroi de 1,3 million de terres arables pour un bail de quatre-vingt-dix-neuf ans, soit rompu. Il considère que ces terres doivent revenir à la population malgache. »

Le 31, Rajoelina s'autoproclame « en charge » de la République malgache et décrète que

### Les très « bonnes affaires » du Président

Si, en l'espace de sept ans, Ravalomanana a raflé beaucoup de ce qui pouvait l'être dans la société malgache, il avait posé les jalons pour ce faire au cours des années précédentes. Entre 1996 et 2001, par exemple, le groupe Tiko dont il est propriétaire bénéficiait déjà d'une exonération douanière offerte par le Premier ministre d'alors – un cadeau dont il a continué de jouir (Tiko Oil a également été exempté, en 2005, de la taxe qui frappait ses concurrents à hauteur de 20 % sur l'huile brute importée – et cette « aide » lui a permis de tripler son chiffre d'affaires en un an). Tiko ne payait pas davantage d'impôts, selon le site d'opposition *Madagate.com* – et un incendie dans les locaux de sa comptabilité a fort opportunément détruit en 2001 les dossiers qui auraient pu s'avérer compromettants. Une fois élu, Ravalomanana passe à la vitesse grand V : sa société Travaux routiers malgaches se voit attribuer tous les travaux de bitumage à Antananarivo sans qu'aucun appel d'offres soit jamais engagé. En 2002, une association avec le géant sud-africain Shoprite Holding Ltd permet au Président de racheter le Prisunic de la capitale, et d'en ouvrir ensuite d'autres un peu partout dans l'île. En 2007, l'hôtel Hilton est acquis par Tiko, déjà actionnaire à hauteur de 40 % dans l'hôtel Colbert. Dans l'intervalle, bien des sociétés d'Etat sont tombées sous son contrôle, certains des cadres de Tiko étant devenus directeurs financiers de ministères ; des nominations qui aident aussi beaucoup à l'achat des fournitures ministérielles chez *Malagasy Grossiste* (groupe Tiko), etc. Mais les moyens de s'enrichir ne s'arrêtent pas là pour le Président : toujours selon *Madagate.com*, des centaines de milliards de francs malgaches en billets usagés destinés à être brûlés ont été « récupérés » pour remplir ses caisses et celles de son parti, et les aides internationales comme les bourses d'études sont détournées à son profit comme à celui de ses proches ; d'après une source d'*Afrik.com*, les entrepreneurs désireux de percer les marchés de Ravalomanana doivent de plus lui céder une part ou un pourcentage de leur affaire – sous peine d'être interdits de séjour sur le territoire malgache ou mis en prison pour le non-paiement de la taxe exorbitante qu'il leur impose. Tiko est aujourd'hui un empire économique tout-puissant dans l'agro-alimentaire, les médias, la grande distribution, l'imprimerie, les spectacles, le BTP, l'aviation... Dernière acquisition, au nom de la République malgache et sans qu'on sache d'où provient l'argent : le fameux Boeing *Force One*.



ministères, écoles, commerces et entreprises doivent être fermés le 2 février. En fait, il n'est pas tellement suivi ce jour-là, car même les écoles, désertées depuis une semaine, rouvrent, et quelques milliers de personnes seulement viennent au rendez-vous qu'il a fixé. Il n'en annonce pas moins qu'il va déposer auprès de la haute cour une demande de destitution concernant Ravalomanana, et que si celle-ci n'aboutit pas, il attend de ses partisans qu'ils marchent avec lui sur le palais présidentiel pour y prendre le pouvoir.

Le lendemain, le ministre de l'Intérieur le démet de ses fonctions municipales (pour « manquement dans la conduite de sa mission [...] par exemple en ce qui concerne la gestion des ordures » (!))... au profit d'un administrateur provisoire recruté parmi les propres conseillers de Rajoelina (!).

Celui-ci riposte en déclarant à la foule très nombreuse venue le soutenir sur la place du 13-Mai, le 7 février, qu'il prend la tête d'une « haute autorité de transition » ; puis il passe la parole à son « Premier ministre » Roindefo. Ce dernier termine son allocution sur la nécessité pour exercer ses nouvelles fonctions d'avoir un bureau, en interrogeant son auditoire sur l'endroit où celui-ci pourrait se trouver. Réponse : le palais d'Etat. Et les gens de se diriger vers ce palais, les mains nues et l'esprit en fête... pour s'y faire massacrer. Car si les cordons de police et militaires les laissent passer, des membres du régiment des forces

d'intervention (paraît-il) planqués dans le palais et l'hôtel voisin leur tirent dessus sans sommation. Bilan : au moins 28 mort-e-s et 212 blessé-e-s, parmi lesquels beaucoup d'enfants. Ensuite, tandis que les hôpitaux et morgues débordent, Ravalomanana menace à la radio : « Il est temps de faire des efforts pour restaurer la paix. Réfléchissez, vous aurez aussi des descendants... » ; quant à Rajoelina, après un hommage aux victimes, il tombe en pleurs en affirmant que c'est là l'œuvre de satan !

Depuis, la tension est palpable, même si la population est encore sous le choc de ces assassinats – avec une inquiétude croissante devant la hausse incessante des prix dans l'alimentation (y compris au marché noir) et en toile de fond le couvre-feu instauré il y a trois semaines. Rajoelina a affirmé : « La lutte continue », et il exige toujours le départ de Ravalomanana – qui refuse, bien sûr. Le 14, leurs partisans respectifs se sont rassemblés à Antananarivo dans deux lieux distincts mais à peine distants d'un kilomètre (plus de 30 000 en faveur du Président, selon l'AFP). Après quoi, des pourparlers ont été entamés entre leurs représentants, sous l'égide du Conseil des églises chrétiennes de Madagascar et avec l'appui d'émissaires des Nations unies, de l'Organisation de l'unité africaine et de la Commission de l'océan Indien. Ils sont restés dans l'impasse.

Rajoelina avait résolu de marcher sur les ministères le lundi 16 – comme son adversaire lors des

## Grande braderie de la terre pour Daewoo

Fondée en 1967 par Kim Woo-chong, l'entreprise sud-coréenne Daewoo a œuvré dans de nombreux domaines dont la construction navale, les armes, l'électroménager, les appareils électroniques et l'automobile. A la suite d'une faillite frauduleuse, elle a malgré ses appuis politiques été démantelée en 1999 par le gouvernement sud-coréen. Son ancien patron a été condamné en 2006 pour fraude et détournement de fonds... et amnistié l'an dernier. Daewoo Logistics Corporation, apparu dès 1999, se consacre d'abord au transport maritime et à la logistique de ports et d'aéroports ; après 2006, elle développe de grands projets concernant les ressources naturelles en Indonésie (plantation de maïs, huile de palme, caoutchouc et mines de charbon). Et depuis un an elle s'occupe d'agro-business à Madagascar, à travers sa filiale Madagascar Future Entreprise. En octobre 2008 éclate l'affaire Daewoo, qui va révolter profondément une population très attachée aux terres ancestrales : *The Financial Time* révèle que la société coréenne vient de signer un contrat de location avec la République malgache concernant 1,3 million d'hectares – soit la moitié de ses terres cultivables ! – afin d'y cultiver des produits de première nécessité, en premier lieu le maïs, et il précise qu'elle va le faire « gratuitement ». Il apparaît vite que non seulement cet accord ne repose sur aucune contrepartie financière, mais encore que toutes les ressources alimentaires en découlant seront exportées en Corée ! Quel intérêt peut donc tirer Madagascar d'une telle opération ? A cette question qui vient aussitôt à l'esprit, il est répondu via la presse qu'elle créera des milliers d'emplois pour ses paysans ainsi que des infrastructures routières, réseaux d'irrigation et équipement pour le stockage des grains. Aujourd'hui, devant le scandale déclenché par la révélation d'un tel accord, les gouvernements malgache et coréen démentent l'exportation future de la production obtenue, mais nul n'ignore que les pays asiatiques se tournent de plus en plus vers l'Afrique pour assurer leur approvisionnement.

élections de 2002 –, mais des avertissements émis par les autorités via les médias l'y ont fait renoncer (les bureaux administratifs se trouvent dans une « zone rouge » où aucune sommation n'est requise, a ainsi précisé le préfet). 10 000 personnes se sont néanmoins rassemblées sur la place du 13-Mai ce jour-là et ont affronté les forces de l'ordre en leur lançant des pierres, tandis que celles-ci répliquaient par des tirs de somma-

tion (toujours selon l'AFP).

A l'heure où ce texte est écrit, on en est là.

### LE POIDS DES CLASSES SOCIALES ET DES RELATIONS INTERNATIONALES

Un ami français qui se rend souvent dans une petite ville du Sud-Est « ancien fleuron du colonialisme » remarque que les gens y « regrettent cette époque qui assurait l'école, la santé, du travail... Quel paradoxe ! » ; l'association pour laquelle il travaille accueille, soutient et accompagne des femmes abandonnées ou prostituées, ou encore des mères célibataires (la situation de « 60 % des gamines malgaches de 16 ans », précise-t-il). Et si Rajoelina s'est fait le porte-parole de toute l'opposition au régime (Ratsiraka le suivant dans l'ombre, mais sans doute bien davantage pour revenir à la tête de l'Etat malgache que pour l'y placer), mieux vaut ne pas se fier trop à la belle auréole que lui tissent les médias en général, ajoute cet ami, car à la vérité il ressemble fort à Ravalomanana : « C'est le même profil, le même moule... C'est à désespérer. »



Manifestation du 7 février 2009





Les points communs entre les deux adversaires sont, en effet, assez nombreux : d'abord ils sont tous deux membres de l'ethnie mérina des hauts plateaux, qui incarne depuis le XIX<sup>e</sup> siècle l'aristocratie malgache et dont les familles composent largement l'élite bourgeoise (commerciale, administrative, religieuse et des professions libérales) habitant à présent les quartiers chics de la capitale. Si on aurait tort de réduire les événements en cours à une guerre entre ethnies (il en existe dix-huit à Madagascar), on peut y voir en revanche sans difficulté un conflit entre cette bourgeoisie et la masse de gens démunis de tout – deux classes entre lesquelles existe un énorme fossé, tant culturel que matériel ; et il faut de plus prendre en compte, pour comprendre la situation, les antagonismes hérités de la décolonisation, cette période encore très proche où nationalistes et tenants du pouvoir colonial se sont affrontés. Par ailleurs, Rajoelina comme Ravalomanana sont partis de rien pour monter des fortunes et connaissent assez le poids des médias pour en avoir vite acquis (Rajoelina ayant également créé la première société d'impression numérique et de panneaux publicitaires Injet). Enfin, tous deux ont fait de la mairie d'Antananarivo le tremplin pour accéder aux plus hautes fonctions – et cherchent à l'heure actuelle une légitimité dans la rue.

Le mécontentement général sur lequel surfe Rajoelina a été engendré par une dégradation des conditions de vie et de santé à laquelle la mainmise présidentielle sur le pays a, certes, pas mal contribué ; sa pratique du pro-

tectionnisme pour éviter qu'on lui fasse concurrence maintient par exemple les produits de première nécessité à un prix élevé. Mais la crise économique mondiale a joué bien davantage dans cette paupérisation, entraînant notamment, avec la baisse considérable des exportations et du cours des matières premières ou la fermeture des chantiers miniers, le développement du chômage...

Résultat de toutes ces opérations capitalistico-politiciennes : selon l'agence de l'ONU en charge de l'aide alimentaire d'urgence, au moins 70 % des Malgaches vivent présentement en dessous du seuil de pauvreté (le Fonds alimentaire mondial en assiste 3,5 %), et « plus de la moitié des enfants de moins de 3 ans souffre d'un retard de croissance dû à un régime alimentaire chroniquement inadapté ». L'espérance de vie tourne dans l'île autour de 50 ans, et le salaire mensuel moyen y est inférieur à 30 euros.

Madagascar est très dépendante des investisseurs étrangers. Au cours de 2007, le Canada a remplacé la France en tête des Etats y intervenant, grâce à l'accroissement de 800 % des investissements directs qu'y a effectués son secteur privé ; la Corée du Sud et la Chine y sont aussi de plus en plus présentes dans la recherche pétrolière, l'agriculture et les travaux publics. Depuis quelques années, l'île suscite vraiment la convoitise des grands groupes internationaux, en particulier pour son sous-sol très riche en nickel et en uranium ainsi que pour sa main-d'œuvre très bon marché...

... mais ces groupes apprécient fort peu les tensions

sociales, on le sait. C'est pourquoi les organismes internationaux montrent autant de réticence à un changement de régime imposé par la rue – mieux vaut la stabilité d'une dictature qu'une telle anarchie, pour commercer à l'aise, pas vrai ? Dès le début de la guerre des chefs en cours, le secrétaire général des Nations unies Bank-moon comme le Président tanzanien de l'OUA Tikwete ont déclaré qu'il fallait surmonter les conflits par des moyens pacifiques et par le biais des mécanismes constitutionnels en place ; puis le sous-secrétaire aux affaires politiques de l'ONU est passé voir dans l'île « ce que les Nations unies pourraient faire pour aider à prévenir les violences et contribuer au retour de la paix et de la stabilité ».

L'étalage sur la place publique des « bons plans » présidentiels, en décembre dernier, a certes (d'après RFI) forcé la Banque mondiale et le Fonds monétaire international à adresser une lettre au Président – pour lui demander des explications tant sur le financement de son Boeing que sur la loi exonérant sa société Tiko de la TVA et des taxes à l'importation sur l'huile végétale ; mais ces institutions ont pris ensuite, pour sanctionner une réponse jugée insatisfaisante, la décision de geler l'aide de 35 millions de dollars accordée à... Madagascar. Voilà qui devrait améliorer le quotidien de sa population. Néanmoins, la répression sanglante du 7 février a incité la « communauté internationale » à marquer davantage ses distances par rapport à Ravalomanana – l'ONU demandant au gouvernement malgache de traduire en justice les responsables de cette répression. Ça ne mange pas de pain, à défaut d'en donner.

Le directeur financier Daewoo Logistics reconnaissait récemment, d'après allAfrica.com : « Nous avons de graves difficultés à Madagascar. Le projet se déroulait correctement, mais il a été brutalement stoppé à cause des comptes rendus des médias [qui] ont mis en colère les Malgaches car il les rend honteux de faire partie de ce qu'ils appellent un système néocolonial. » Malheureusement, il n'est pas du tout certain que l'« affaire Daewoo » s'arrête là s'il n'apparaît pas une réelle mobilisation contre ce projet. Et il n'est pas plus certain que les événements actuels débouchent sur une issue bénéfique pour la population, car celle-ci n'a guère plus à espérer de Rajoelina que de Ravalomanana (elle en est d'ailleurs pour une bonne part consciente : les manifestant-e-s ne sont pas tant pour le premier – qui s'est entouré d'une équipe de politiciens peu aimés – que contre le second).

A la vérité, fort de son accession à la présidence par les urnes et maître de l'armée, Ravalomanana pourrait rester au pouvoir même en ayant perdu toute crédibilité – il ne serait ni le premier ni sans doute le dernier. L'aura de son adversaire ne dépasse guère les limites de la capitale ; et si la répression menée le 7 février a accru la rancœur ou la haine contre le Président, Rajoelina s'est pas mal déconsidéré en envoyant au casse-pipe des tas de pauvres gens.

Ce qui est sûr, en tout cas, c'est que la population malgache n'échappera pas à la situation épouvantable dans laquelle elle s'enfonce en s'en remettant à quelque « homme providentiel ».

Vanina,  
le 25 février 2009





# Et l'bon Dieu dans la merde !

*Guerre sur roues en Espagne autour de la religion, en ce début d'année. Tandis que deux autobus porteurs du message : « Dieu n'existe probablement pas. Maintenant, cesse de t'en faire et profite de la vie » circulent à Barcelone à l'initiative d'associations d'athées, d'agnostiques et de libres-penseurs, une ligne de bus louée par une Eglise évangélique dans la banlieue madrilène proclame sur des panneaux : « Si, Dieu existe. Profite de la vie en Jésus-Christ ».*



L'idée de cette propagande motorisée est née en Angleterre à la fin de l'an dernier (et a depuis été également reprise en Italie, au Canada et en Australie). La réaction agacée d'une journaliste devant les pubs religieuses dans les transports londoniens a suscité sur le site du *Guardian* une mobilisation des athées : 150 000 euros de dons ont été recueillis très vite, qui ont permis le placardage de slogans anti-Dieu sur 800 bus et dans le métro pendant plusieurs semaines. En Espagne, le succès de la même opération incite les associations de non-croyants à l'étendre à Madrid, Séville et Bilbao, tandis que la polémique enfle avec les croyants à travers médias et blogs. Mais l'Eglise catholique espagnole se préoccupe davantage, quant à elle, de combattre une autre campagne, menée par le gouvernement socialiste de Zapatero, en faveur du préservatif. L'archevêque de Valladolid a notamment accusé en janvier le ministère de la Santé d'« endoctriner les adolescents sur des sujets qui relèvent de la compétence des parents ». Ben voyons !

Bonne nouvelle, la traditionnelle messe de Noël a attiré en 2008 à Madrid moitié moins de fidèles que l'année précédente – mais encore beaucoup trop, puisque près d'un million de personnes s'étaient alors déplacées pour un véritable meeting électoral de l'épiscopat contre Zapatero. Celui-ci se montre pour sa part assez soucieux de trouver un arrangement avec l'institution catholique concernant les lois sur l'avortement et sur la liberté religieuse qu'il désire retoucher – et son attitude conciliante hérisse le poil de nombreux non-croyants.

D'après une enquête réalisée en décembre dernier, l'Espagne ne compterait que 3,5 millions d'athées et 4,1 millions d'agnostiques pour une population dépassant les 45 millions ; mais il y a là une réelle sous-estimation, due entre autres à la peur de se déclarer athée, dans un pays où pareille option entraînait récemment

encore le bannissement. Dans les jeunes générations, la moitié des 15-24 ans se diraient pourtant aujourd'hui non-croyants, contre 22 % il y a quinze ans, signe que les mentalités évoluent. Le Vatican n'en maintient pas moins sa position intransigeante sur la liberté sexuelle – de l'homosexualité à l'avortement, interdiction point final – au risque de sombrer dans un ridicule absolu avec son argumentation.

Ainsi, au début de janvier, la pilule contraceptive a été accusée par Sa Sainteté d'avoir « des effets dévastateurs sur l'environnement »... du fait des hormones relâchées dans la nature via les urines de ses utilisatrices ! Comme si les innombrables pesticides, détergents, solvants, hydrocarbures et métaux ne comptaient pour rien dans lesdits effets.

A la vérité, la contamination des eaux

par les résidus médicamenteux en général existe, et au niveau planétaire – en provenance, d'un côté, des selles et urines des humains et de leurs animaux de compagnie (évacuées dans les eaux domestiques, comme une partie des médicaments non utilisés), et, de l'autre, des rejets de l'industrie chimique et pharmaceutique, des élevages industriels d'animaux, des piscicultures et des hôpitaux. Pour des questions de coût bien plus que de technique, les stations d'épuration ne sont en effet pas d'une grande efficacité contre les substances pharmaceutiques présentes dans les eaux polluées, mais cela n'empêche pas leur renvoi dans les ruisseaux, rivières et eaux souterraines, puis leur arrivée dans les réseaux d'eau potable jusqu'à leur sortie par les robinets – les traitements de potabilisation ne prenant, eux, pas du tout en compte ces substances pharmaceutiques.





On pourrait, certes, trouver qu'il y a dans leur action polluante une certaine justice, dans la mesure où la consommation des médicaments concerne en priorité les pays industrialisés (les Etats-Unis représentant 51 % du marché en 2006, devant l'Europe à 25 % et le Japon à 15 %). Mais, bien sûr, certains pays du Sud voient également leur environnement subir une contamination du fait qu'ils produisent des composés pharmaceutiques pour les pays du Nord (en particulier l'Inde, dont les labos fabriquent 22 % des génériques dans le monde, et où les nappes phréatiques sont très fortement dégradées par leurs résidus).

Toujours est-il que si les effets sur l'espèce humaine du cocktail de prescriptions médicales généreusement servi aux populations terriennes sont encore inconnus sur le long terme, ils ne seront à coup sûr pas anodins. Et que la Très Sainte Eglise elle-même devrait y trouver matière à quelque inquiétude, elle si soucieuse de procréation : ne sait-on pas déjà que, chez certains poissons, diverses substances médicamenteuses, en particulier hormonales, sont susceptibles de provoquer une altération des caractères sexuels, voire... un changement de sexe ?

Pourtant, cette Eglise a des préoccupations bien plus boutiquières, comme celle de la concurrence islamiste. Ainsi, la manifestation propalestinienne organisée le 4 janvier à Milan et qui s'est achevée par la prosternation en direction de La Mecque de plusieurs centaines de personnes sur le parvis de la cathédrale l'a outrée. A tel point que, en dépit des excuses présentées par les représentants de la communauté musulmane milanaise à l'archevêque de la capitale lombarde, le ministre de l'Intérieur Maroni (qui appartient à la Ligue du Nord) envisage pour lui plaire d'interdire dans toute l'Italie les rassemblements devant les lieux de culte – en y ajoutant les ambassades, casernes, centres commerciaux et quartiers très peuplés, pour faire bon poids. Si donc la directive maronienne est appliquée, il va devenir assez difficile de manifester dans la péninsule ailleurs qu'autour des cimetières – et peut-être ces lieux aussi seront-ils jugés encore trop vivants ?

Une suggestion : toutes les mobilisations contre tous les pouvoirs devraient désormais n'être autorisées que dans une cour entourée de murs très hauts et couronnés de barbelés ; ainsi, elles ne gêneraient plus la vue des classes dirigeantes, et celles-ci n'auraient plus besoin de faire procéder à l'interpellation de leurs participant-e-s avant dispersion... D'une pierre deux coups.

Quoi qu'il en soit, et pour revenir à la clique du Benoît n° 16, un seul message : Va chier, et dans ton eau potable si possible !

Vanina

## OGM semences politiques – Vers un contrôle total du vivant,

Philippe Godard,

Hominisphères, 2008, 110 p., 10 euros.

Dans ce petit ouvrage dont la lecture est aussi aisée que son contenu est lourd de vérités propices à la réflexion, l'auteur s'attache à faire ressortir le rapport existant entre les OGM et une société qui vise le contrôle des êtres humains comme de leur nourriture et de leur environnement, l'enjeu pour les tenants du pouvoir étant à la fois ce contrôle social et un enrichissement financier énorme. Mais il s'en prend également aux discours souvent très pessimistes des anti-OGM, parce qu'il privilégie une perspective écologique, anti-étatique et anti-économique, en un mot émancipatrice, sur les attitudes défaitistes.

De même que le nucléaire répond à des nécessités économiques, industrielles et militaires, et non à des nécessités sociales ou humaines comme on voudrait nous en convaincre, les OGM sont l'élément et la conséquence d'un type de politique totalitaire ainsi que de la société de consommation. C'est pourquoi il importe de lutter contre le lobby qui les propage, ce « complexe génético-industriel » tout-puissant composé de politiciens, d'industriels et de scientifiques. Il s'agit de dénoncer le prétendu humanisme de l'atome (censé être au service de la paix) et des OGM (soi-disant nécessaires pour lutter contre la faim dans le monde), ainsi que le discours affirmant la supériorité de l'artificiel sur le naturel. Il s'agit de lutter contre une cohésion sociale fondée sur des « valeurs » telles que le progrès, l'argent ou la consommation, ainsi que contre la cohésion économique imposée par le système capitaliste pour asservir la planète. Et il y a urgence : la question écologique est devenue première,

estime l'auteur, parce qu'on ne sait pas encore combien de temps on sera en vie, en tout cas sous notre forme actuelle d'êtres « naturels ».

La faim est la cause de mortalité évitable la plus forte dans le monde : c'est une arme politique que manient avec doigté les Etats, les organismes supranationaux et certaines ONG, et dont l'ordre mondial existant est largement responsable. Loin de pouvoir y remédier, les OGM entraînent notamment une baisse des rendements, par rapport aux variétés non modifiées, et une dégradation de l'environnement – à travers une surconsommation de produits chimiques proposés par les firmes mêmes qui vendent les semences ! De plus, ils produisent leur propre insecticide et en produisent trop, et ils s'attaquent à tous les insectes (y compris les non-nuisibles) tandis que ceux-ci acquièrent une résistance supérieure. Cette accumulation de pesticides dans la nature constitue une des causes fondamentales de la dégradation générale de la santé.

Les OGM sont en fait une arme de l'impérialisme postindustriel : ils contribuent tant à la destruction de la nature qu'à l'acceptation de la technologie comme unique façon de progresser vers un avenir radieux. La nouveauté, c'est qu'ils ne cherchent pas à modifier l'environnement



des plantes mais interviennent à l'intérieur de ces plantes – ouvrant la voie aux HGM, des êtres humains stéréotypés et machiniques, sur l'idée (pas seulement répandue à l'extrême droite) qu'il serait souhaitable et possible d'améliorer la race humaine grâce à la science. C'est pourquoi il faut combattre la croyance dans les scientifiques et autres experts en économie, industrie ou armement, qui marchent avec les décideurs officiels – et la croyance dans la science, qui contribue à la propagation de machines aliénantes pour les êtres humains comme à l'installation douce d'un « fascisme technocratique ». Les actuels opposants aux OGM sont par ce biais critiquables eux aussi, en ce que souvent ils ne remettent pas en cause le pouvoir des experts, mais uniquement la façon dont ces derniers ont été formés. En se contentant de réclamer des « experts démocratiques », sans faire ni la critique du progrès ni celle du pouvoir lui-même, ils participent du consensus qui sert le système profondément inégalitaire en place.

Vanina



Encore disponible :

Courant Alternatif  
Hors-Série N° 14

**14-18 :**  
**Le creuset**  
**des**  
**totalitarismes**

# La bataille de la visibilité

**Sarkozy vire un préfet et un chef départemental de la police parce qu'à l'occasion d'un déplacement à Saint-Lô, il avait dû subir l'affront d'entendre les slogans de manifestants, plus nombreux que prévus et pas assez éloignés de sa vue !!!**

Au-delà d'une lecture psychologisante qui révèle une fois de plus caractère paranoïaque évident du personnage mais que l'on laissera volontiers à d'autres commentateurs plus avisés, il faut bien essayer d'en retirer une vision plus politique

Eh bien ça veut dire d'abord qu'on va s'amuser, enfin !!!

Il ne fait aucun doute, que vu le climat social actuel, chaque déplacement de notre grand chef de l'Etat sera l'occasion de mobiliser du monde et de faire du bruit.

Car il y a là un vrai enjeu politique.

L'Etat de Sarkozy ne veut pas que l'on « voie » les grèves. Il ne veut pas que l'on entende la colère des gens. Il veut rendre vains les mouvements collectifs de lutte dont la grève en est l'expression la plus tranchante (service minimum, encadrement encore plus restrictif...). Et si par intelligence tactique une grève parvient à déjouer les restrictions légales et à gagner sur ses revendications (Saint-Lazare), il décide de changer encore la loi, afin que cela ne puisse plus se reproduire, ici ou ailleurs, qu'une anomalie trop voyante dans la paix sociale soit effacée.

Il empêche les manifestants d'occuper la rue, le centre des villes quand lui s'y rend avec tout le faste et l'accompagnement médiatique qu'il sait si bien mettre en scène.

Il fait encadrer les manifestations par des dispositifs policiers invraisemblables, où les forces de l'ordre font écran, où l'on voit plus une police armée, suréquipée, militarisée, massivement déployée que les manifestants et leurs banderoles.

Il empêche les lycéens de faire grève (sanctions disciplinaires, plaintes au pénal et poursuites judiciaires contre les « meneurs ») et de manifester dans les centres-villes.

Il fait interpellier systématiquement des manifestants par dizaines, par centaines, avec fichage, et poursuites judiciaires pour « rébellion » et « outrage à chef d'Etat » !!!

Il fait charger violemment les rassemblements par ses différents corps policiers

(forces anti-émeutes, du maintien de l'ordre, BAC, civils...).

Il fait contrôler sa population à travers la multiplication des fichiers, des outils de surveillance (vidéo surveillance, contrôles de l'Internet, intensification du travail des RG/DST), le déploiement de moyens militaires aériens d'observation (hélicoptères, drones...) sur les quartiers populaires dits « sensibles » et « à risques ».

Le but est bien de faire disparaître la manifestation, la grève, le mouvement.

Et avec l'aide des médias, le but est de disqualifier les manifestants, de les traiter sur le mode policier de l'anormalité, de la dangerosité qu'il convient de contrôler et réprimer. Voir à ce propos comment a été associé la thématique du "risque d'affrontements communautaires" et les manifestants solidaires de Gaza afin de justifier l'hyper présence policière, le bras armé de l'Etat, dans la rue, partout, en encadrant les manifestations comme si celles-ci menaçaient de renverser l'ordre social, comme si c'était la guerre ici, comme si les « propalestiniens » devenaient des « Palestiniens » à contrôler, à occuper, à réprimer !

Et en créant une équivalence entre "les manifestants" et "le désordre" ou "le danger", on parle de l'ordre public à défendre et pas de ce que disent les manifestants. Comme quoi la vision policière du social et de l'ordre des choses reste toujours aussi et surtout une vision politique.

La politique « antiterroriste » qui fabrique un ennemi intérieur dangereux vient parachever le dispositif.

Car la politique, c'est une affaire de visibilité et de parole. Et la visibilité, le bruit de la rue font partie du champ de bataille.

Sarkozy veut l'invisibilité des luttes et la censure des mots qui le conteste. Surtout

quand ces mots et ces luttes sont collectives, échappent au cadre formaté de l'espace politique officiel, celui des partis institutionnels et des grands médias.

Dans ce contexte d'état d'exception permanent, il y a une double bataille à mener :

1) occuper les rues, occuper les places, occuper l'espace public puisque ces espaces, ces lieux sont à nous, le peuple. Ce n'est pas à l'Etat à les confisquer, à les privatiser, à occuper l'espace comme une force d'occupation précisément et de nous « autoriser » ou non à aller où bon nous semble ;

2) se rendre visible, faire du bruit : les moyens ne manquent pas. Etre nombreux mais aussi le plus bruyant possible à chaque déplacement de notre petit bonaparte : grosses sonos, pétards, gamelles et bidons, instruments de musique et autre moyens : vive l'imagination...

Le silence tue. On ne se taira pas.

Et au-delà du bruit et du visible, l'enjeu est bien de prendre la parole, de ne pas la perdre, de ne pas la déléguer, de penser moins à sa mise en scène par les médias qu'à sa mise en œuvre pour elle-même, pour créer du mouvement, du collectif, de la solidarité, pour produire de la politique là où nous sommes et dans les lieux que nous sommes prêts à occuper.

Notre grand chef de l'Etat n'a pas fini de nous entendre, car ce n'est qu'un début !

Et comme disent les Jolie Môme : « C'est dans la rue que ça se passe ! »

Ici, en Grèce, partout et toujours...

J.F.





# Islande : de la crise à la révolte

L'Islande connaît une prospérité très récente au regard de son histoire émaillée de famines et de colonisations. Depuis l'installation des premiers vikings et de leurs esclaves celtes au IX<sup>e</sup> siècle la survie a toujours été difficile sur cette île en bordure de l'océan glacial arctique et en proie à une activité volcanique parmi les plus importantes de la planète.

## LES SIRÈNES DU LIBÉRALISME

Lorsque le pays, qui possède sa propre culture et sa propre langue, s'est enfin débarrassé de la tutelle danoise en 1944, il s'est essentiellement développé grâce au secteur de la pêche qui a pu rapidement lui assurer des revenus confortables grâce à des eaux territoriales très riches. L'Etat islandais s'est quant à lui construit en s'inspirant des modèles sociaux-démocrates des grands frères scandinaves. Il semblerait qu'au cours des années 1980-90 la bourgeoisie du pays ait commencé à se sentir un peu à l'étroit dans ce carcan et à lorgner avec appétit sur les réformes libérales que connaissaient déjà la plupart des pays dits « développés ». A cette volonté de réformes coïncidait également la prise de conscience que la pêche était un secteur fragile soumis à l'état des stocks des fonds marins, mais surtout aux hasards des cours mondiaux.

Dans les années 80, le gouvernement a élaboré un système de quotas, officiellement pour protéger les eaux de la surpêche. Cela semblait une bonne idée, les ressources étaient au bord de l'épuisement, mais, sous l'influence de la mode libérale, ces quotas, attribués aux propriétaires des bateaux, avaient aussi la possibilité d'être vendus et composés en lots. Le résultat est que les grands chalutiers appartenant à de grosses entreprises ont fini par racheter progressivement tous les droits de pêche au détriment des petits bateaux. Le poisson, l'Islande et son riche patrimoine d'actifs pendant des siècles sont deve-

**La fameuse crise des subprimes a touché de plein fouet l'Islande au début du mois d'octobre (voir CA 184, novembre 2008). En quelques jours les trois banques islandaises ont fait faillite, entraînant dans leur chute le système économique d'un pays entier. Au delà de cet aspect spectaculaire, les raisons de cet effondrement sont probablement à chercher plus en profondeur dans les choix politiques opérés depuis une quinzaine d'années.**



nus propriété privée et les nombreux petits villages côtiers se sont désertifiés.

Dans les années 90 arrive au pouvoir le parti de l'indépendance (droite conservatrice), très lié aux milieux économiques, qu'il ne quittera pas jusqu'aux événements de ce mois de janvier 2009. Avec son appui se met en place tout un système de collusion mêlant pouvoir politique, économique et financier. Dans ce pays de 300 000 habitants, les détenteurs du premier sont souvent les cousins du deuxième et les beaux-frères du troisième. Au cœur de cette élite, on retrouve un personnage sulfureux, symbole de la crise actuelle, Davíð Oddsson, plusieurs fois Premier ministre et dirigeant actuel de la banque centrale. Farouche partisan du capitalisme libéral et du rapprochement avec les Etats-Unis, l'Islande connaît sous son mandat des vagues de privatisation intenses.

## L'INDUSTRIE COMME REMÈDE À LA DÉSERTIFICATION ?

A cette époque émerge une politique d'industrialisation

pour diversifier les ressources du pays face aux aléas de la pêche. Les mêmes politiciens qui ont privatisé les quotas de pêche, entraînant la désertification des villages de pêcheurs, préconisent aujourd'hui l'industrialisation pour repeupler ces régions rurales. Après avoir privatisé les ressources marines, pourquoi ne pas vendre également l'énorme potentiel hydroélectrique que possède le pays avec ces nombreuses et puissantes rivières glaciaires, Les industriels de l'aluminium, très gros consommateur d'électricité, lorgnent avec intérêt sur la vente d'une électricité bon marché. Des projets de barrages sont alors élaborés, dont le très controversé complexe de Kárahnjúkar. Les travaux titanesques débutent en 2002 au cœur des hauts plateaux sauvages du centre-est de l'Islande. Le barrage principal est mis en eau en septembre 2006 devenant le plus important d'Europe. Il alimente désormais une fonderie d'aluminium sur la côte Est de l'île, appartenant au géant américain ALCOA et s'intégrant au schéma classique du marché mondial où les distances ne

comptent pas : la matière première (la bauxite) est extraite essentiellement dans l'hémisphère sud, transformée en Islande, puis réexpédiée aux quatre coins de la planète...

Pour lancer ces travaux mégalomanes de 2,2 milliard de dollars, équivalant à environ 20% du PIB, l'Etat est contraint d'engager un prêt gigantesque. Il signe en même temps un contrat avec ALCOA lui garantissant une rente pour l'exploitation de l'électricité, indexée sur le cours mondial de l'aluminium et devant lui permettre de rembourser ses dettes. Un pari hautement risqué puisque depuis le mois d'août 2008 le prix de l'aluminium est en chute libre, cet incident ayant contribué à accentuer la crise actuelle.

En 2001, le gouvernement a privatisé les trois banques du pays, Kaupthing, Landsbanki, Glitnir, qui ont aussitôt été rachetées par les quelques riches familles islandaises. Sous l'égide de ces banques, les entrepreneurs se lancent à l'assaut des marchés mondiaux en investissant et rachetant tout azimut entreprises - y compris les bons foies gras franchouillards de la marque Labeyrie -, banques, assurances, fonds de pension et probablement quantité de produits financiers aux origines douteuses. Il est dit que ces investissements financiers extérieurs représentèrent jusqu'à 9 fois le produit intérieur brut. Certains expliquent cette politique économique agressive par la résurgence de l'esprit viking (!).

## LE CHÂTEAU DE CARTES S'EFFONDRE

Au cours des années 2000, l'Islande connaît alors une période faste, avec un taux de croissance entre 4 et 7%, un niveau de chômage à moins de 2 %. Les capitalistes islandais entraînent dans leur danse folle une bonne partie de la population, incitée à consommer sans modération, à contracter des crédits à des taux avantageux en devises étrangères (yens ou

francs suisses) et à travailler toujours plus pour les rembourser. Au début de l'année 2008, quelques économistes essaient de faire entendre leur voix en tirant le signal d'alarme sur la surchauffe de l'économie. Le taux d'inflation sur une année approche les 8 %. Cette même inflation oblige les Islandais, même les plus modestes, à s'endetter toujours plus, ne serait-ce que pour payer la maison. Rien n'y fait.

A la fin du mois de septembre débute la crise financière mondiale que l'on connaît, avec le dégonflement brutal des bulles spéculatives partout sur la planète et la « découverte » de ces créances pourries qui ont miné l'ensemble du marché interbancaire. Début octobre, en moins d'une semaine, les trois banques islandaises font faillite et sont nationalisées en catastrophe par le gouvernement islandais. L'Etat hérite ainsi d'une dette colossale, qui, aujourd'hui, n'est pas encore totalement évaluée, mais représenterait 200 000 euros par habitant, enfants compris. Dans les semaines qui suivent, les appels au secours de l'Islande rencontrent un silence assourdissant : aucune réaction des Etats-Unis ; pas plus de réaction de l'Union européenne, dont il est vrai le pays n'est pas membre. Finalement, c'est du côté du FMI qu'un prêt de 2,1 milliards de dollars est accordé. La Norvège met aussi la main à la poche. La déroute est telle que même les petites îles Féroé versent une contribution.

Rapidement, la stupeur fait place à la fureur. Les Islandais comprennent que les quelques illuminés qui détiennent les rennes du pouvoir politique et économique viennent de conduire le pays à la ruine après s'être copieusement servis. Cette bourgeoisie qui possède et gère toutes les richesses est composée d'à peine 14 familles ; des dynasties avec des noms de famille. Il faut savoir que l'Islandais moyen n'est pas autorisé par la loi à porter un nom de famille. Seules 14 familles de la vieille aristocratie danoise ont un nom, les autres portent le prénom de leur père selon l'an-



cienne tradition païenne : Hall-dor Einarson (Halldor, fils de Einar), Björk Gumundsdóttir (Björk, fille de Gumund), etc. Sous ses allures de paisible contrée nordique, l'Islande n'en est pas moins une société de classe et d'inégalités.

L'implosion du secteur bancaire ne touche pas seulement les secteurs financiers. Très rapidement, la couronne islandaise, déjà très fragile, plonge et perd la moitié de sa valeur. Par effet mécanique, l'inflation grimpe en flèche à 18 % sur l'année 2008, d'autant plus que le pays dépend en très grosse proportion des exportations de produits de consommation courante : nourriture, habillement, essence, etc. Les salaires islandais ne peuvent plus suivre le rythme. A cela s'ajoute également l'explosion de la valeur des créances étrangères que de nombreuses personnes et entreprises ont contractées. A ce jour, des milliers de famille ne sont plus en mesure de rembourser les mensualités de leur emprunt immobilier. Le précédent gouvernement a dû annoncer qu'il suspendait les expulsions de logement, pour le moment, mais après ? Les retraites, financées majoritairement par des fonds de pension, vont être considérablement amputées.

En quatre mois, le chômage a bondi de 2 à 8 %, soit 16 000 sans-emploi, et atteindra probablement les 10 % à la

fin 2009. Les nombreux chantiers de Reykjavik sont suspendus faute de financements, et les immigrés polonais rentrent chez eux. En sens inverse, les étudiants islandais à l'étranger ne peuvent plus payer leurs études et sont contraints de revenir au pays. Des coupes claires dans le budget de la sainte se profilent déjà. Soupes populaires et Restos du cœur ont commencé à faire leur apparition au cours de l'automne. Malgré cette situation catastrophique, les responsables politiques et économiques de cette faillite continuent à tenir les rênes du pays et à prétendre sans vergogne pouvoir continuer à le diriger selon leurs recettes mortifères.

## LA MOUTARDE MONTE AU NEZ DES ISLANDAIS

Au début du mois d'octobre, quelques jours après la banqueroute financière, les premiers rassemblements spontanés se déroulent dans les rues de la capitale. Puis une première manifestation est organisée le samedi 18 octobre dans l'après-midi sur la place jouxtant l'Althingi (le parlement national). Ces manifestations du samedi deviendront le point de rendez-vous principal des mobilisations, en rassemblant quelques centaines de personnes pour les premières jusqu'à près de 10 000 au sommet du mouvement, ce qui est loin

d'être ridicule pour une population totale de 300 000 habitants. Elles ne concernent pas seulement Reykjavik (1), d'ailleurs ; des rassemblements de plusieurs centaines de personnes se déroulent également à Akureyri (18 000 habitants) dans le Nord, et même dans des petits villages isolés dans l'hiver arctique.

La faible taille de la population crée avec le pouvoir une relation étrange à laquelle nous ne sommes pas habitués ici. En Islande, tout le monde se connaît ; il est possible de croiser des ministres dans la rue et de les apostropher ; leur adresse figure dans l'annuaire. Un jour, un banquier en fit d'ailleurs les frais en se faisant courser dans les rues de Reykjavik à coups de boules de neige. Cette relation de proximité induit des formes de mobilisations et d'actions directes inédites. Un matin du mois de décembre, des manifestants décidèrent par exemple de former une chaîne humaine autour d'un bâtiment officiel où devait se réunir un Conseil des ministres dans l'objectif de les empêcher d'y entrer. A la même période, des dizaines de protestataires s'introduisaient régulièrement en journée dans les sièges des différentes banques pour perturber leur fonctionnement pendant plusieurs heures avant de se faire déloger par la police. Le 31 décembre, 300 personnes se sont rassemblées devant un